

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Une droite dans l'Internationale Communiste, une gauche dans Amsterdam (Albert Treint). — Quelques aspects de l'économie mondiale au 1^{er} semestre 1924 (E. Varga). — Les dessous de l'aventure géorgienne (C. E. de l'I. C.). — La situation italienne : Thèses du Bureau Politique (Le Bureau Politique). — La crise du pouvoir bourgeois : De Londres à Livourne (Gabriel Perri). —

Le P. C. A. depuis le Congrès de Francfort (A. Rosenberg). — La guerre civile en Chine (G. Wotinsky). — En Arabie (R. A.). — L'opinion des militants : Pour la discipline (Gaston Fausse-cave) ; Lions notre réorganisation à notre travail politique (A. Carlier). — Défendons le marxisme (Michel Marty).

Une Droite dans l'Internationale Communiste, une Gauche dans Amsterdam

Moscou, le 25 septembre 1924.

La période « démocratique pacifiste » et la droite de l'I. C.

Le 5^e Congrès mondial a constaté que nous étions partiellement entrés, que nous allions entrer de plus en plus dans une période « démocratique pacifiste ».

Une période « démocratique pacifiste » cela ne signifie pas le moins du monde que le prolétariat pourra mener sa lutte de classe efficacement par les moyens de la démocratie bourgeoise, cela ne signifie nullement non plus qu'une paix idyllique va régner sur le monde.

Une période « démocratique pacifiste » cela signifie que la dictature capitaliste va s'appesantir plus lourdement que jamais sur le prolétariat, mais sous le déguisement de la démocratie bourgeoise, cela signifie que pour masquer leurs antagonismes irréductibles, et sous la pression des financiers anglais et américains, les impérialismes rivaux ont conclu une trêve, un compromis et que sur cette base provisoire, vont se développer économiquement et diplomatiquement les rivalités capitalistes dans la direction d'une nouvelle guerre impérialiste.

Une période « démocratique pacifiste » cela signifie encore autre chose. Si dans le monde entier, sur les points décisifs dans les pays décisifs ou très importants, la majorité du prolétariat était prête à combattre avec l'Internationale Communiste contre le capitalisme, la situation objective définie ci-dessus, pourrait exister et néanmoins il n'y aurait aucune possibilité de période « démocratique pacifiste ». Il n'y aurait de place que pour la lutte ouverte entre les classes ennemies.

Une période « démocratique pacifiste » cela signifie que, par l'intermédiaire de ses agents dans le mouvement ouvrier, par l'intermédiaire de MM.

les chefs social-démocrates, le capitalisme réussit à détourner de la lutte des classes active et consciente, une partie importante de la classe ouvrière.

La période « démocratique pacifiste » actuelle signifie avant tout un regain passager des illusions démocratiques et pacifistes au sein d'une partie des masses prolétariennes.

Depuis le 5^e Congrès mondial, après les accords de Londres, après la Conférence de Genève de la Société des Nations, le rôle de trahison de la social-démocratie s'est encore précisé.

La finance américaine tente d'unifier sous son hégémonie le monde capitaliste, de bâtir une paix américaine sur la servitude accrue jusqu'à ses extrêmes limites du prolétariat et des masses travailleuses.

A Londres comme à Genève, par le sens même de leur pression, MM. Breitscheid et Renaudel nous ont montré que pour cette œuvre d'asservissement aggravé de la classe ouvrière mondiale, la social-démocratie internationale est l'alliée de la finance américaine. Alliée subordonnée, domestiquée, c'est évident.

De plus, la social-démocratie, théoriquement et pratiquement cherche à masquer le caractère provisoire des compromis conclus à Londres et à Genève. Théoriquement, elle propage la thèse d'un super-impérialisme au sein duquel la classe ouvrière pourrait lutter efficacement pour une politique de paix. Pratiquement elle cherche à faire croire que la Société des Nations peut, grâce au socialisme, être l'instrument d'une telle politique.

En masquant la réalité essentielle de l'inégale vitesse de développement des impérialismes et la création de nouveaux rapports de forces entre les puissances capitalistes rivales ; en masquant la nécessité qui en découle de procéder au bout d'un temps plus ou moins long à un nouveau partage du monde entre les impérialismes rivaux

sur la base du nouveau rapport des forces, en masquant l'impossibilité en régime capitaliste de procéder à ce nouveau partage du monde autrement que par la violence, autrement que par une nouvelle guerre impérialiste, en masquant sous les palabres du désarmement et du pacifisme, la réalité de la course accélérée aux armements, la réalité de la préparation fiévreuse de la prochaine « dernière guerre », la social-démocratie tente de désarmer le prolétariat en face des capitalistes qui s'arment jusqu'aux dents.

Au fur et à mesure que nous entrons plus avant dans la période des illusions pacifistes et démocratiques, nous voyons certains phénomènes opportunistes se développer dans les rangs de l'Internationale Communiste. Ce n'est pas pour nous surprendre, c'est le contraire qui serait étonnant. S'il n'en était pas ainsi, c'est que notre Internationale serait déjà devenue un parti bolcheviste mondial plus solide encore que le parti russe, un parti bolcheviste mondial idéal, parfait, une phalange d'acier qui utilise révolutionnairement les événements sans jamais se laisser entamer par eux. Evidemment cela n'est pas puisque le 5^e Congrès mondial a dû lancer le mot d'ordre de la bolchevisation des Partis communistes et de l'Internationale.

Je ne reviendrai pas sur les dangers de droite qui se sont manifestés auparavant. Je veux simplement et brièvement signaler les manifestations d'opportunisme ou de confusionnisme semi-opportunisme qui se sont produites depuis le 5^e Congrès mondial.

Dans divers pays :

Suède, Tchécoslovaquie, Yougoslavie

Il y a eu la scission prévue du Parti communiste suédois. Hoeglund, par la voie réformiste, a rejoint le camp bourgeois.

En Tchéco-Slovaquie, si notre Parti s'est affermi en se donnant une nouvelle direction, nous devons constater que par contre l'aile droite, dont l'influence a diminué, a continué de glisser. Nous voyons Kreibich attaquer ouvertement et continuellement les décisions du 5^e Congrès et préparer sourdement par le moyen d'un gouvernement ouvrier qui serait une coalition informelle des partis ouvriers et paysans, je ne sais quelle coalition ministérielle avec la bourgeoisie. Il paraît que c'est pour combattre le danger fasciste. Naturellement, si la classe ouvrière se livre pieds et poings liés à l'ennemi, si elle se rend sans merci, la bourgeoisie n'a que faire du fascisme. En se couchant aux pieds du maître, l'esclave peut parfois éviter le fouet. Et encore pas toujours ! Mais peut-il dire alors qu'il a lutté contre le fouet ? En tout cas, une telle manière de combattre le fascisme relève du christianisme évangélique et non du communisme. Le parti tchéco-slovaque est formé en presque totalité de prolétaires. Il n'y a dans sa structure sociale aucune base pour une scission. L'Internationale Communiste appelle tous les ouvriers du parti tchéco-slovaque, tchèques et non-tchèques, à persévérer plus résolument que jamais dans la lutte virile contre l'ennemi capitaliste, Kreibich qui est un militant lié à la classe ouvrière, saura se détourner de ses erreurs à la rude voix des ouvriers de son parti. Quant à Smeral, il doit sortir de son demi-silence diplomatique et faire connaître clairement son opinion sur les problèmes tchéco-slovaques.

Le camarade Netrahn et la nouvelle direction tchéco-slovaque ont maintes fois manifesté leur

accord avec l'Internationale Communiste. Cette nouvelle direction, pour être à la hauteur de sa tâche, ne devra pas se borner à critiquer théoriquement les erreurs de la droite en s'appuyant sur les décisions du 5^e Congrès mondial. Une telle méthode aurait quelque chose de scholastique, de figé, de mort. La nouvelle direction doit rendre vivantes les décisions de l'Internationale en les appliquant à la situation concrète en Tchéco-Slovaquie. Aux solutions de Kreibich dans la lutte contre le fascisme et dans la question des nationalités, il faut en opposer d'autres qui soient l'application vigoureuse et intelligente à la Tchéco-Slovaquie des principes léninistes. La nouvelle direction doit se donner comme tâche de rassembler sur cette base l'unanimité des ouvriers du Parti, de renforcer sur cette base l'unité du Parti.

En Yougo-Slavie, le gouvernement bourgeois libéral Davidovitch a succédé au gouvernement de terreur blanche de Patchich. La centrale de notre parti yougo-slave a publié une thèse sur l'attitude des communistes yougo-slaves envers le gouvernement Davidovitch. Le confusionnisme de cette thèse abrite un danger opportuniste réel. On ne combattra pas Davidovitch, y est-il dit en substance, comme on a combattu Patchich. Ce serait, paraît-il, antimarxiste ! On critiquera certes le gouvernement Davidovitch, mais on se bornera à critiquer pour éclairer les problèmes et faire comprendre aux ouvriers ce que c'est que ce gouvernement.

Ce qui est antimarxiste, c'est de prétendre fonder une tactique révolutionnaire plutôt sur l'antagonisme des diverses fractions de la bourgeoisie que sur l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie. Une telle tactique conduit forcément à la collaboration permanente avec la bourgeoisie, c'est-à-dire au réformisme. Certes, la tactique révolutionnaire peut et doit utiliser au profit du prolétariat les divergences, les luttes intérieures de la bourgeoisie. Mais il ne faut jamais perdre de vue deux choses : la première c'est que les gains ainsi arrachés sont peu importants et peu solides ; la deuxième, c'est que lorsque le prolétariat menace sérieusement les privilèges essentiels de la bourgeoisie, celle-ci, depuis les chefs social-démocrates jusqu'au fascisme, dresse son front unique contre-révolutionnaire contre la menace prolétarienne révolutionnaire.

Ce qui serait antimarxiste et antiléniniste, ce serait de se borner à la critique négative du gouvernement Davidovitch et de ne pas entraîner le prolétariat et les forces alliées du prolétariat sous la direction du Parti communiste, dans la lutte positive contre le gouvernement Davidovitch. Dans toute l'histoire du bolchevisme, que les camarades yougo-slaves nous citent donc un seul exemple où Lénine et sa fraction se soient bornés à critiquer sans appeler le prolétariat et les masses travailleuses à la lutte contre le gouvernement bourgeois ou coalitionniste au pouvoir !

Au fond, nos camarades yougo-slaves commettent confusément et avec quelque chose de plus atténué, la même erreur que Kreibich. On ne combat pas activement Davidovitch pour éviter le retour de Patchich, de même que Kreibich soutiendrait un gouvernement coalitionniste pour empêcher le fascisme.

La stratégie et la tactique léninistes sont tout autres. Il faut utiliser le gouvernement Davidovitch pour renforcer dans la lutte contre lui nos forces ouvrières et les forces alliées du prolétariat. Naturellement le gouvernement démocratique bourgeois ne sera pas éternel. Quand nos

forées menaceront à nouveau l'existence du régime capitaliste, ce sera de nouveau la guerre civile.

C'est en luttant effectivement contre le régime démocratique bourgeois que nous utilisons ce régime pour aborder, avec le maximum de chances de victoire, la guerre civile contre la dictature bourgeoise ouvertement proclamée.

Nos camarades de la direction du parti yougoslave ont commis des erreurs. Et cependant ils représentent la gauche de leur parti. Ils ont à combattre une droite. Ils ne rassembleront l'unité du parti et la majorité de la classe ouvrière, ils n'éviteront la rupture avec les syndicats qui suivent encore la droite que s'ils savent se conduire en véritable gauche, intransigeante dans ses buts et souple dans ses moyens.

Ce n'est pas en préconisant moins d'opportunisme, qu'on vient à bout de plus d'opportunisme, mais bien en combattant tout opportunisme.

Italie, Espagne, Angleterre

En Italie, le fascisme qui est en pleine crise de décomposition interne, s'isole des masses petites-bourgeoises et paysannes. L'assassinat de Matteotti dresse toute l'Italie travailleuse et une partie de l'Italie bourgeoise contre le régime mussolinien.

Dans l'ensemble notre Parti communiste est fidèle dans la ligne juste. Mais on ne peut pas dire qu'il a complètement éliminé de ses rangs toutes les tendances qui peuvent gêner le développement de l'action pratiquement révolutionnaire.

Il faut combattre toute opinion qui prétendrait rétrécir la lutte contre le fascisme en la présentant comme une lutte intérieure entre deux fractions de la bourgeoisie : la fraction fasciste et le bloc des oppositions bourgeoises. Il faut combattre toute tendance qui dirait : la lutte contre le fascisme est une lutte entre deux fractions bourgeoises, c'est une lutte qui n'intéresse pas le prolétariat. Une telle tendance à la passivité est, sous des dehors intransigeants, objectivement réformiste.

Ce serait recommencer l'erreur guesdiste au moment de l'affaire Dreyfus dans la lutte contre l'état-major, contre le nationalisme et contre les conseils de guerre. L'assassinat de Matteotti peut être caractérisé comme l'affaire Dreyfus du fascisme.

Dans la lutte italienne actuelle, en fait, le prolétariat et les masses travailleuses sont engagées dans la lutte antifasciste en même temps que le bloc des oppositions bourgeoises.

Le Parti italien doit travailler à prendre la direction de la lutte des masses travailleuses contre le fascisme et mener la lutte indépendamment du bloc oppositionnel bourgeois.

Il ne faut pas non plus recommencer l'erreur jaoussiste qui en pratiquant, dans l'affaire Dreyfus, le bloc des gauches, affaiblit la force de classe du prolétariat et du parti socialiste lorsqu'il fallut lutter contre le radicalisme parvenu au pouvoir pour essayer d'obtenir la suppression cent fois promise des conseils de guerre.

Dans la mesure où par la participation indépendante à la lutte antifasciste, le Parti communiste italien aura fortifié son influence sur les organisations ouvrières et sur les masses travailleuses, il sera plus fort pour lutter contre tout régime démocratique bourgeois qui succéderait au fascisme.

Nous devons aussi combattre toute opinion selon laquelle le fascisme céderait la place à un tel

régime, sans combattre immédiatement. D'abord cette hypothèse est peu vraisemblable. Le fascisme est combatif et ses chefs savent qu'il vaut mieux livrer la bataille tant qu'ils disposent de l'appareil gouvernemental.

En second lieu, accorder droit de cité à une supposition aussi risquée risquerait de conquérir certains éléments à la passivité.

Nous lutterons également contre toute thèse qui prétendrait que *forcément* la démocratie bourgeoise succéderait au fascisme. Si notre Parti italien réussit à prendre la direction de la lutte antifasciste à la tête des masses travailleuses, nous verrons se former par un compromis entre le fascisme et le bloc oppositionnel bourgeois, le front unique contre-révolutionnaire du capitalisme. Ce sera alors la lutte prolétarienne immédiate pour le pouvoir. Le Parti italien, les Partis frères et l'Internationale, doivent envisager cette hypothèse et s'y préparer à temps.

Il faut aussi combattre ceux qui diraient : le fascisme s'écroulera automatiquement sans nous. C'est seulement quand il sera à terre que nous pourrions vraiment commencer à développer notre action communiste. Une façon particulièrement dangereuse de soutenir cette opinion, consiste à dire : Le Parti italien doit d'abord se réorganiser, c'est ensuite *seulement* qu'il pourra lutter contre le fascisme.

Réorganiser le Parti, travailler à prendre la direction de la lutte politique contre le régime mussolinien, préparer la lutte armée, sont des tâches dont l'exécution simultanée rend l'accomplissement plus facile.

En Espagne, les revers essuyés par l'armée au Maroc vont probablement amener la chute du dictateur Primo de Rivera. Il est certain que dans cette situation notre Parti communiste espagnol est beaucoup trop passif.

Alors qu'une grande partie de la population et une grande partie de l'armée réclament la fin de l'aventure marocaine, notre presse communiste met au premier plan de ses préoccupations la dispute théorique avec les anarchistes sur la valeur du gouvernement soviétique et de la Révolution russe. La controverse s'étale en première page de l'*Antorcha*. Rien ou presque rien sur la situation actuelle ; rien ou presque rien n'est fait pour prendre la direction de la lutte contre Primo de Rivera.

C'est très bien de défendre la Révolution russe et de lutter contre les anarchistes. Mais à condition de ne pas négliger les tâches immédiates surtout dans une situation si riche de possibilités.

Et puis, en Espagne comme ailleurs, nous viendrons à bout des anarchistes, non seulement par des discussions académiques, mais surtout en préconisant chaque jour les meilleures solutions pour mener la bataille ouvrière et révolutionnaire. C'est en faisant la preuve de son aptitude à prendre la direction de la lutte des masses travailleuses contre le directorat que le Parti groupera derrière lui le prolétariat.

Les anarchistes masquent leur passivité dans la lutte des classes, certains de leurs leaders masquent parfois leurs complaisances vis-à-vis de la bourgeoisie en attaquant furieusement la Russie des Soviets.

Notre Parti ne doit pas les suivre sur ce terrain de passivité. En bornant toute son action politique à la défense de la Russie des Soviets contre les anarchistes, un Parti communiste peut aussi tenter de masquer sa propre passivité.

Selon une information digne de foi des Jeu-

nesses Communistes françaises, la Centrale du Parti espagnol aurait invité les Jeunesses Communistes d'Espagne à suspendre la distribution de tracts antimilitaristes contre l'expédition marocaine. Il est impossible que nos camarades espagnols persévèrent dans une telle voie et il y a en eux trop de volonté de lutte révolutionnaire pour qu'ils ne trouvent la force de redresser une déviation passagère aussi grave.

En Angleterre, Newbold a démissionné du Parti communiste. Cette nouvelle ne nous a guère surpris. Newbold, lorsqu'il vint en France au début de l'année, a soutenu la politique opportuniste de notre opposition dans la question anglaise. Il fut l'un des responsables de la « Lettre ouverte au Labour-Party », que notre opposition elle-même, alors qu'elle dirigeait encore le Parti français, n'osa pas, par la suite, faire parvenir à destination, devant la protestation grandissante des éléments sains du Parti contre le caractère opportuniste de cette lettre.

Soyons vigilants. - Forçons les cadres

Le tableau raccourci que je viens de brosser des dangers de droite, dans l'Internationale Communiste, montre que nous ne devons pas nous endormir après le 5^e Congrès mondial.

La droite internationale y fut non seulement battue, mais écrasée. Et cependant, nous la voyons renaître chaque jour sous des formes diverses.

Aucun marxiste ne pourra s'en étonner.

Partout la social-démocratie s'est attelée au char de la bourgeoisie, si ouvertement, que maintenant la place est libre pour une renaissance de l'idéologie de la 2^e 1/2.

Nos Partis, qui ont appris à lutter contre la terreur blanche, contre le fascisme, contre le Bloc national, ont été parfois un peu déroutés devant l'offensive démocratique et pacifiste de la bourgeoisie et de la social-démocratie associées.

Dans la période précédente, une première sélection s'est faite. Nous avons rassemblés dans les rangs de l'I.C. les militants actifs et courageux, qui étaient capables de lutter contre les formes les plus brutales de la dictature bourgeoise. Nous avons éliminé aussi les leaders qui cherchaient à justifier leur peur réelle de la lutte par une idéologie étrangère au Communisme.

Dans la période actuelle, une deuxième sélection va s'opérer. Les militants actifs et courageux qui n'ont pas une base doctrinale communiste solide, ou bien l'acquerront, ou bien quitteront nos rangs, séduits qu'ils seront par les illusions démocratiques et pacifistes.

Toujours, nos Partis se meuvent au sein de la corruption non seulement matérielle, mais idéologique aussi, de la bourgeoisie. Et dans une période caractérisée par le renouveau des illusions démocratiques et pacifistes au sein d'une partie importante de la classe ouvrière, le danger de corruption idéologique est plus grand que jamais. Dans une telle période, plus que jamais nous vérifions que le communisme est un bien qui doit se conquérir chaque jour.

Cela se fera dans une lutte ardente contre l'opportunisme dans nos propres rangs.

Les militants les plus actifs qui auront résisté à la trique de la réaction blanche la plus brutale et au chloroforme démocratique et pacifiste, constitueront, à peu de chose près, le groupe fondamental de nos Partis communistes.

La plupart des sections de l'Internationale sont

devenues des organisations de masse déjà capables d'engager une lutte sérieuse, réellement efficace contre la bourgeoisie. Les divergences doctrinales s'y traduiront dans le combat de chaque jour contre le capitalisme d'une manière tout à fait concrète. La période d'illusions où nous sommes est favorable au développement des déviations opportunistes et des déviations gauchistes.

Parce que nos Partis sont devenus capables déjà d'organiser la lutte des masses, parce que dans le combat il faut être pour ou contre les méthodes bolchevistes, nous assisterons à la coalition contre la direction bolcheviste de nos Partis et de l'Internationale de tout ce qui est opposé au bolchevisme.

La période « démocratique-pacifiste » sera aussi celle de la tentative d'union dans nos propres rangs de la droite et du gauchisme qui feront bloc contre le bolchevisme.

Déjà nous avons vu Bordiga soutenir en fait Souvarine ; ensuite, nous avons vu le gauchisme de Schuhmacher s'allier à la social-démocratie dans une offensive antibolcheviste contre la direction du Parti allemand.

Nous espérons bien que Bordiga retrouvera le bon chemin. Si j'ai cité son attitude au 5^e Congrès, c'est pour en dégager ce qu'elle a de symptomatique en ce qui concerne l'alliance du néo-ménchevisme et du gauchisme.

Il ne s'agit pas de se lamenter sur les périls qui nous environnent. Il s'agit avant tout de les définir et de les estimer exactement pour mieux les combattre.

Nos ennemis peuvent se réjouir, leur joie sera de courte durée.

L'Internationale Communiste et ses Partis sauront, en luttant contre ces périls, les utiliser pour l'œuvre de bolchevisation nécessaire.

A travers les épreuves successives de la réaction blanche et de la réaction démocratique et pacifiste bourgeoise, il commence à se former dans chaque Parti, ce qui deviendra la future « Vieille garde ».

De tous les périls, l'Internationale sortira plus unie, plus vivante et plus forte, plus capable de mener le prolétariat mondial à la victoire.

En France

L'exemple du Parti français doit servir de leçon à tous les Partis frères. Notre opposition voulait avant le 5^e Congrès s'assurer la maîtrise du Parti français et le transformer en une citadelle de la droite internationale.

Aussi, nous avons dû mener en France, plus tôt qu'ailleurs (Russie et Allemagne exceptées), une lutte acharnée contre les dangers opportunistes et contre la coalition du néo-ménchevisme de Souvarine, avec le néo-gauchisme ouvriériste teinté de syndicalisme pur de Monatte.

Nous avons gagné cette bataille. Qu'en est-il résulté ?

Un accroissement de la force du Parti et de son influence sur les masses.

En quatre mois, notre section française passe de 53.000 à 70.000 membres, augmentant ses effectifs de 30 %. Placée devant une situation financière difficile, elle fait appel au prolétariat et cet appel est entendu. Le Parti trouve en quelques semaines plus d'un demi-million de francs.

L'*Humanité* devient de plus en plus l'organe du Parti. Les campagnes ardentes s'y multiplient. Campagne contre le plan Dawes, campagne pour

l'unité syndicale internationale, campagne contre la Société des Nations, campagne pour l'organisation des ouvriers étrangers, campagne contre les mensonges de la 2^e Internationale, campagne contre le Bloc des Gauches et son soutien social-démocrate, campagne pour la reconnaissance de la Russie, campagne contre l'intervention en Chine, campagne pour l'évacuation du Maroc sanglant, campagne contre l'occupation socialiste et militaire de la Ruhr, etc...

Notre journal, sous l'impulsion du Parti, tend à devenir de plus en plus un système organisé de campagnes suscitant et dirigeant la lutte prolétarienne révolutionnaire.

Et, visiblement, notre influence communiste grandit, non seulement sur le prolétariat, mais sur les masses travailleuses citadines et rurales. Cependant, nous ne devons pas en France nous griser des succès obtenus. Ces derniers mois, le Parti a fait de très grands progrès, certes. Réjouissons-nous, mais avec modestie, car il nous reste beaucoup à faire et les tâches tracées par notre Comité Directeur sont à peine pratiquement abordées. Soyons vigilants aussi. Ne nous endormons pas.

Il serait fou de croire que les dangers de droite peuvent menacer toute l'Internationale et que par je ne sais quel miracle, notre Parti français seul serait immunisé.

Les déviations de droite apparaîtront aussi dans nos rangs. Si nous savons les prévoir, si nous savons les discerner dans le germe, alors seulement nous pourrons, en intervenant à temps, en les combattant dès l'origine, les empêcher de se développer et prévenir ainsi de nouvelles crises.

En combattant les déviations qui se manifestent déjà dans les rangs de nos Partis frères, nous rendrons notre Parti français plus capable de discerner et de combattre les déviations analogues qui tenteraient de se développer dans nos propres rangs.

Nous devons aussi chercher à prévoir par quelles portes chez nous l'opportunisme peut essayer de réapparaître.

Nous réorganisons le Parti sur la base des *cellules d'usine*. Il est certain que dans les régions de forte densité ouvrière, où se sont développées depuis longtemps de fortes organisations social-démocrates, nous verrons naître des courants d'opposition à la transformation radicale de la structure du Parti. L'idéologie a beau être communiste, la tradition d'organisation, la force sourde mais puissante de l'habitude sont social-démocrates. Il faudra un travail, une lutte opiniâtre peut-être, pour obtenir qu'au service d'une idéologie communiste nous ayons enfin là-bas une structure communiste de l'organisation du Parti.

Ailleurs nous pouvons prévoir des retours offensifs de l'esprit du syndicalisme pur plus ou moins atténué. Nous pourrions très bien voir se dessiner des tendances plus ou moins conscientes à restreindre les tâches des cellules d'usines à l'horizon de l'usine même, ce qui aboutirait à priver le Parti d'activité politique à sa base.

Nous allons avoir à développer un travail énorme au sein de la *paysannerie*. Il est à prévoir que des courants naîtront dans le Parti qui affirmeront l'égale valeur révolutionnaire des paysans et du prolétariat et qui préconiseront l'entrée en masse des paysans dans le Parti.

En même temps que nous développerons notre travail paysan à l'extérieur, nous devons à l'intérieur du Parti faire comprendre à tous nos adhérents pourquoi le prolétariat est la classe objec-

tivement la plus révolutionnaire, pourquoi nous ne devons admettre dans le Parti que les éléments paysans dévoués sans réserve à la révolution prolétarienne. Nous devons sans cesse montrer pourquoi le prolétariat guidé par son Parti communiste doit assumer la direction politique du bloc ouvrier et paysan.

Enfin, à la faveur de la période « *démocratique pacifiste* », il est probable que nous assisterons à de nouvelles offensives anticommunistes des libertaires dans le mouvement ouvrier. Toute tendance dans nos propres rangs à atténuer la lutte contre les anarchistes devra être combattue comme une manifestation de droite.

Nous avons commencé à intensifier notre campagne en faveur de l'unité syndicale internationale. Moins nous posons de conditions pour la réaliser, plus les conditions posées par nous sont acceptables pour tout syndiqué d'Amsterdam et plus nous devons affirmer avec vigueur et précision le programme immédiat et le but révolutionnaire final pour lesquels nous lutterons à l'intérieur de l'unité syndicale aussi bien que partout. Nous verrons probablement des camarades, oubliant que l'unité syndicale n'est qu'un moyen de gagner à la cause de la lutte révolutionnaire de plus larges masses, sacrifier le but au moyen et croyant ainsi réaliser plus facilement l'unité, voiler le vrai visage du Parti.

Peut-être les déviations de droite se manifesteront-elles encore sous d'autres formes que nous ne pouvons pas encore prévoir maintenant.

C'est la tâche de la direction du Parti et de chaque communiste d'être vigilant, de ne pas se borner à répéter les formules du 5^e Congrès, mais de les faire vivre en luttant contre toute tentative de renaissance de l'opportunisme, non seulement idéologiquement, mais aussi sur la base du travail quotidien du Parti.

La gauche d'Amsterdam

Le fait le plus curieux de la période « *démocratique pacifiste* » qui se développe est certainement la constitution et l'affermissement d'une gauche à l'intérieur de l'Internationale syndicale d'Amsterdam.

Cette gauche est surtout représentée par Cook, secrétaire des mineurs anglais, et par Fimmen, secrétaire international des transports. Si l'on se rend compte du fait que la maîtrise des transports internationaux est un élément important, presque décisif, de tout mouvement prolétarien même mené à l'échelle nationale, si l'on se rend compte que du fait que l'Internationale d'Amsterdam repose matériellement sur le mouvement trade-unioniste anglais, il est aisé de mesurer l'importance que peut avoir le développement de cette gauche sur l'avenir du mouvement révolutionnaire.

Les caractéristiques de la gauche d'Amsterdam sont très intéressantes à noter.

En premier lieu, au moment où tentent de revivre dans nos rangs, sous une forme atténuée il est vrai, les illusions démocratiques et pacifistes, au moment où nos droitiers professent que les perspectives révolutionnaires s'éloignent, la gauche d'Amsterdam dénonce ces illusions et prévoit pour un avenir prochain de grandes luttes ouvrières.

Ecoutez Fimmen, parlant au récent Congrès international des transports à Hambourg. Il dit :

« Car en fin de compte tous ces gouvernements, qu'ils soient pour la moitié, pour les trois quarts ou entièrement social-démocrates, ne sont que des

paravents plus ou moins barbouillés de rouge, derrière lesquels de véritables maîtres, les banquiers, les gros industriels et les gros propriétaires de tous les pays élaborent et exécutent leur plan d'une exploitation et d'un asservissement internationaux, plus absolus, tandis que les ouvriers baillent aux belles apparences des gouvernements démocratiques ».

« J'ai dit que, vu la situation actuelle, les gouvernements travaillistes ne sont guère que des paravents rouges ou roses derrière lesquels les capitalistes de tous les pays élaborent leur projet tendant à une exploitation sans précédent et à l'asservissement sans scrupule du prolétariat mondial.

« Dans cette lutte, l'Allemagne a été désignée sciemment comme le point où doit être percé le front ouvrier international.

« Seule une lutte sans relâche et infatigable, sur des bases révolutionnaires, ce qui inclut le refus obstiné de toute collaboration avec les représentants du système capitaliste, pourra permettre au mouvement ouvrier de s'acquitter de sa tâche. »

Notre droite internationale ferait bien de lire attentivement et de méditer le discours de Fimmen.

Que notre droite puisse profiter des leçons de la gauche d'Amsterdam, c'est la condamnation politique la plus forte qui puisse être prononcée contre elle.

Fimmen prend position contre le plan Dawes dont il fait une analyse qui est excellente sur bien des points. Il se prononce aussi pour l'unité syndicale internationale.

Une deuxième caractéristique de la gauche d'Amsterdam, c'est la position qu'elle prend sur les questions d'organisation. Elle prétend que l'Internationale syndicale doit être plutôt la fédération de grandes internationales d'industrie que la fédération de Centrales nationales. Derrière ce débat sur l'organisation se cache en réalité un débat politique. Il est bien évident que dans la situation actuelle les grands mouvements prolétariens de grève ne peuvent faire dans la plupart des cas reculer l'offensive capitaliste que si la solidarité internationale joue effectivement. Il s'agit en réalité, sous l'apparence d'un débat sur l'organisation, d'un débat politique entre, d'une part, les masses ouvrières d'Amsterdam qui veulent combattre la bourgeoisie et d'autre part, la passivité des leaders de la droite d'Amsterdam qui veulent collaborer avec celle-ci.

Une troisième caractéristique de la gauche d'Amsterdam, c'est qu'elle subit visiblement l'influence de l'Internationale Communiste et nullement l'influence de nos droitières.

Les points faibles de la gauche d'Amsterdam

Il ne s'agit naturellement pas de faire une apologie de la gauche d'Amsterdam. Nous connaissons ses flottements, ses hésitations, ses faiblesses doctrinales.

Par exemple, Fimmen dit dans son discours de Hambourg :

« Mais à ces conflits (entre impérialismes rivaux) succédera la réconciliation qui se fera aux dépens de la classe ouvrière. »

Pensée juste mais incomplète. Et qui ainsi présentée pourrait servir de point d'appui à la théorie opportuniste du super-impérialisme de Kautsky. Il est vrai que Fimmen corrige, en termi-

nant son discours par un appel au prolétariat en vue d'opposer la guerre civile à la guerre impérialiste. Mais le lien doctrinal manque entre ces deux aspects du développement capitaliste que constituent la tension croissante des antagonistes de classe et la marche accélérée vers une nouvelle guerre impérialiste.

D'ailleurs, la gauche d'Amsterdam ne pose pas toujours aussi clairement que Fimmen les problèmes au sein des assemblées syndicales. Elle ne s'organise pas pour faire prévaloir son point de vue.

Fimmen lui-même a longtemps hésité avant de venir à Moscou et nous ne savons pas encore jusqu'à quel point il s'approchera du communisme révolutionnaire.

Il n'est pas question d'épiloguer à perte de vue sur la sincérité de Fimmen. Il est question pour nous de travailler à affermir et à rapprocher de nous la gauche d'Amsterdam.

Si Fimmen ne représentait que Fimmen, il ne nous intéresserait guère. Mais Fimmen est le représentant de millions de syndiqués d'Amsterdam qui sentent le néant, la faillite, la trahison de la politique syndicale réformiste et qui cherchent confusément le chemin pour sortir de leurs misères.

En Fimmen, nous salvons les millions d'ouvriers d'Amsterdam qui, à travers bien des obscurités et des hésitations, cherchent confusément la voie du salut prolétarien et qui dans la lutte contre la bourgeoisie et dans la lutte pour l'unité syndicale internationale, viendront à la lumière du communisme et dans le feu de la Révolution valent avec nous la bourgeoisie.

Que signifie historiquement la gauche d'Amsterdam

S'il est vrai que les erreurs de droite dans notre Internationale Communiste sont le reflet des illusions pacifistes sur les éléments superficiels et parfois brillants qui dans nos rangs sont aptes à les refléter, que signifie la gauche d'Amsterdam ?

La naissance, la montée et l'affermissement de cette gauche nous permet tout d'abord de mesurer l'abîme qui sépare le capitalisme d'aujourd'hui du capitalisme d'avant-guerre.

Avant 1914, le capitalisme en plein épanouissement disposait d'une marge de réformes qui donnait une certaine base réelle aux illusions réformistes des masses. Le capitalisme pouvait, en assurant un sort meilleur à une aristocratie ouvrière assez large, se servir de l'influence de celle-ci dans le mouvement ouvrier pour entraîner les masses profondes du prolétariat dans le sillage de chaque bourgeois national. Et cela menait à la guerre impérialiste, cela menait à l'abîme sanglant. On le présentait, mais on n'y voulait pas croire. Et l'on y couvrait les yeux fermés en faisant de beaux rêves de socialisme idyllique.

Le mouvement syndical d'alors, même en France où il y eut une période ardente de syndicalisme révolutionnaire, au fur et à mesure qu'il se transformait d'un mouvement de secte en un mouvement de masse, glissait sans cesse vers la droite, s'enlisait dans le marais réformiste.

Aujourd'hui, le capitalisme ne dispose pour ainsi dire d'aucune marge de réforme. Il ne peut donner qu'en reprenant ailleurs et davantage. Il doit se livrer à une offensive toujours plus vigoureuse contre la classe ouvrière et faire des réfor-

mes à rebours. Cela est nécessaire, car chaque impérialisme dont l'appareil industriel de production s'est accru pendant la guerre, ne peut faire fonctionner à plein rendement cet appareil, ne peut se maintenir que s'il trouve des débouchés. Et chacun sait par l'expérience de 1914 que ces choses mènent le monde sur un rythme accéléré vers une nouvelle guerre impérialiste.

Le capitalisme d'aujourd'hui ne peut plus assurer un sort meilleur à une large aristocratie ouvrière. Il ne peut qu'entretenir dans une situation privilégiée, par mille moyens grossiers ou subtils, de petits cercles de leaders réformistes, laquais de la bourgeoisie. Que MM. les capitalistes se réunissent à Washington ou à Genève, ils n'ont qu'à siffler et leurs chiens accourent. Si Jouhaux avait une queue, il la remuerait de joie en lachant les bottes de ces messieurs.

Sans aucune base réelle, la démocratie, le pacifisme, le réformisme ne sont même plus une politique. Ce ne sont plus que des manœuvres politiciennes, pour masquer le fait, que non seulement le capitalisme ne peut rien donner même à une aristocratie ouvrière, mais qu'il doit au contraire reprendre, et de plus en plus, à toute la masse prolétarienne.

La démocratie, le pacifisme, le réformisme, ce n'est plus qu'une maison rose qui déteint jaune, bâtie sur un abîme où le capitalisme et la social-démocratie politique et syndicale étroitement unis, veulent pousser la classe ouvrière.

Dans le monde d'aujourd'hui il n'y a plus de base réelle que pour la Révolution.

Et tout ceci a déterminé le processus de développement du syndicalisme d'après-guerre.

L'accoquinement des leaders réformistes syndicaux avec la bourgeoisie à la Conférence de Washington et au Bureau International du Travail, de la Société des Nations impérialistes victorieuses, a déterminé internationalement et, dans certains pays, nationalement, une rupture de l'unité syndicale.

Et cette rupture a donné naissance à des organisations comme la C.G.T.U. française et comme la C.G.T.U. tchéco-slovaque qui, groupées dans l'I.S.R., constituent déjà, quoique n'étant qu'une partie du mouvement ouvrier, un syndicalisme révolutionnaire de masses, évoluant rapidement vers le communisme.

Il est tout à fait frappant de considérer qu'avant la guerre un syndicalisme révolutionnaire de masse était quelque chose de tout à fait impossible. Avant la guerre, et l'exemple de la France est particulièrement typique, le syndicalisme se débatait dans cette alternative ou bien d'être révolutionnaire et de demeurer une secte, ou bien de grouper les masses et d'être ou de devenir réformiste.

L'autre tronçon du syndicalisme d'après guerre est formé par Amsterdam. Les millions de syndiqués qui le constituent se sont un instant laissé aveugler par les Legien, les Henderson et les Jouhaux. Et voici que même dans ce syndicalisme qui paraissait avoir enfilé jusqu'au cou dans le réformisme de larges masses ouvrières, voici que se dessine un profond mouvement de radicalisation.

Et malgré toute son incohérence actuelle, malgré toutes ses incertitudes et tous ses flottements, voici que ce mouvement de gauche jette ses regards non pas vers la droite de l'Internationale Communiste comme on aurait pu s'y attendre en analysant superficiellement, mais, par delà cette droite, vers ce qu'il y a de purement

révolutionnaire au monde, vers la direction bolchevique de l'Internationale Communiste.

Sans doute le chemin qui mènera ces masses ouvrières de la gauche d'Amsterdam vers nous, est un chemin difficile, sinueux, hérissé de difficultés.

Mais le fait est la indéniable, caractéristique de la situation actuelle :

Tandis que le syndicalisme de masses, avant 1914, engendrait invinciblement des tendances de droite qui l'entraînaient vers les bas-fonds du réformisme, le syndicalisme d'aujourd'hui, dans la courbe générale de son développement, engendre invinciblement des tendances de gauche qui l'entraînent vers la lutte conduite selon des méthodes communistes et visant à travers les combats quotidiens à atteindre les sommets révolutionnaires.

Voilà pourquoi toute manœuvre tendant à réaliser vraiment, effectivement une unité syndicale internationale sous la condition établie en droit ou même seulement réalisée en fait que chaque tendance pourra s'y exprimer et s'y organiser librement en vue de la conquête de la majorité par le jeu de la démocratie syndicale, voilà pourquoi une telle manœuvre est, dans la situation actuelle plus que jamais, un acte de préparation révolutionnaire gros de conséquences.

Nous ne voulons ni sous-estimer, ni surestimer les leaders de la gauche d'Amsterdam. Nous les attendons aux actes. Nous ne voulons voir pour l'instant que la tendance des masses dont ils sont l'expression.

Dans le front unique toujours prêché au sein des masses, dans la lutte pour l'unité syndicale internationale, dans l'unité syndicale internationale réalisée effectivement, avec le combat contre la bourgeoisie comme objectif, nous trouverons les moyens d'influencer plus systématiquement et plus directement les masses ouvrières de la gauche d'Amsterdam et nous hâterons leur montée vers le communisme.

L'existence et le développement de la gauche d'Amsterdam, le fait qu'elle prend déjà une position assez nette contre la guerre impérialiste, et cela au moment où la période démocratique pacifiste ne fait que commencer, tout cela est un indice certain que, les antagonismes de classes et la rivalité des impérialismes s'exaspérant, la période démocratique pacifiste sera de courte durée.

A travers les péripéties inévitables de son développement, à travers des alternatives probables d'avance et de recul, la croissance de la gauche d'Amsterdam signifie que la perspective révolutionnaire est historiquement proche.

L'évolution des masses d'Amsterdam est la confirmation en même temps que la traduction dans le mouvement ouvrier, de l'appréciation de la situation mondiale établie objectivement par le 5^e Congrès de notre Internationale.

En ce sens, j'en demande bien pardon à Jouhaux, Amsterdam donne raison à Moscou.

En ce sens, j'en demande bien pardon à nos plus brillants théoriciens oppositionnels, Amsterdam donne tort à notre droite qui pose implicitement par toute son attitude, l'éloignement historique de la perspective révolutionnaire, comme une vérité indéniable.

Telle est la signification de la gauche d'Amsterdam.

Il faut en tirer les conclusions.

Nous devons combattre impitoyablement comme relevant du pire opportunisme, toute appréciation de la situation selon laquelle nous ne serions

pas dans la période historique où l'élargissement de la Révolution est possible ; toute appréciation de la situation selon laquelle les combats décisifs menés avec des chances suffisantes de succès dans un ou plusieurs pays devraient forcément être reculés après plusieurs passages successifs de la démocratie au fascisme et inversement.

Nous devons nous pénétrer de ceci, que, au terme de la période *démocratique pacifiste* actuelle qui sera, historiquement parlant, de courte durée, la victoire révolutionnaire peut être envisagée dans les pays qui représentent les points faibles du capitalisme.

Nous devons préparer nos forces prolétariennes et disposer nos réserves de forces paysannes nationales et coloniales pour être en mesure vers la fin de la période *démocratique pacifiste* actuelle, de percer sur ces points-là le front du capitalisme.

De l'autre côté du *paravent rouge*, que les grands rapaces de la banque et de l'industrie lourde n'osent pas encore renverser, nous devons, mettant à profit la période actuelle, étendre notre influence communiste sur le prolétariat et sur les masses travailleuses. Et en même

temps, dans nos propres rangs, nous devons tout faire pour extirper les erreurs de droite, pour rallier tout ce qui pourra être rallié des hommes de droite et pour sélectionner à tous les degrés de l'organisation, les groupes dirigeants de nos partis.

Si nous appliquons ces principes généraux, nous retrouvons toutes les conclusions pratiques du 5^e Congrès mondial.

Lutte contre la renaissance du menchevisme dans nos rangs, affermissement des partis, liaison plus étroite entre eux et avec Moscou, réorganisation des partis sur la base des cellules d'usines, lutte pour l'unité syndicale internationale, travail parmi les masses paysannes, soutien des mouvements des nationalités et des colonies opprimées allant jusqu'à la lutte armée pour l'indépendance complète et liaison de ces mouvements avec les mouvements prolétariens des métropoles ; en un mot :

Bolchevisation des partis ;

Transformation de l'Internationale en un parti bolchevik léniniste mondial.

Albert TREINT.

QUELQUES ASPECTS de l'économie mondiale au 1^{er} semestre 1924

Après avoir tracé un tableau général de l'économie mondiale au 1^{er} semestre 1924, le camarade Varga étudie de plus près les phénomènes les plus importants. — La Réd.

Le chômage

Le tableau suivant montre le pourcentage des chômeurs, par rapport au nombre des ouvriers syndiqués :

	Angleterre	Belgique	Hollande	Danemark	Suède	Norvège	Allemagne (chômeurs)	Allemagne (chômeurs partiels)
1923								
Novembre.	10,5	2,7	13,9	11,4	1,1	9,5	23,4	47,3
Décembre.	9,7	3,6	17,3	16,0	14,1	14,0	28,0	42,0
1924								
Janvier ..	8,9	3,7	22,7	21,0	13,6	9,1	26,5	33,4
Février ..	8,6	3,6	16,0	21,3	13,2	8,1	25,1	17,1
Mars	7,9	2,05	13,2	18,4	13,8	7,8	16,6	9,9
Avril	7,5	2,94	9,0	9,3	11,4	—	10,4	5,8
Mai	7,0	3,35	8,2	6,1	7,5	—	8,5	8,2
Juin	7,2	—	—	5,1	—	—	10,4	19,4

Sur le nombre des chômeurs aux Etats-Unis d'Amérique, il n'existe pas de statistique officielle. D'après les chiffres fournis par le *Federal Reserve Board*, nous pouvons évaluer à 3 millions le nombre des chômeurs dans ce pays. L'Allemagne continue à souffrir de la crise du chômage. Le nombre des chômeurs recevant des allocations accuse, jusqu'au 1^{er} juin, une diminution. A partir de cette date, il recommence à augmenter et monte de 200.000 au 1^{er} juin à 216.000 au 15 juillet. Ces chiffres ne concernent que le territoire non occupé et ne donnent que le nombre des sans-travail recevant des allocations

de l'Etat. Il convient de remarquer à ce sujet que la victoire de la bourgeoisie allemande a eu pour conséquence de réduire fortement le nombre des personnes ayant droit aux allocations de chômage. Nous croyons être dans le vrai en évaluant à un million l'ensemble des chômeurs en Allemagne occupée et non occupée. L'Angleterre en compte plus d'un million, et si nous y ajoutons les autres pays, nous arrivons au chiffre de 7 à 10 millions de chômeurs, le même chiffre qui avait marqué le point culminant de la grande crise en 1921.

Les fluctuations du change

Le cours du change a été, en général, sujet à moins de fluctuations qu'en 1923. Nous observons, depuis mars dernier, une tendance à l'amélioration. Le tableau du mouvement des devises étrangères à New-York (moyenne mensuelle), que nous donnons ci-dessous, le montre :

Le mouvement du franc français ne concorde pas avec la tendance générale du marché monétaire. La dépréciation de la monnaie française, qui avait commencé au dernier trimestre de 1923, a continué au 1^{er} trimestre de l'année courante, jusqu'au début de mars, qui marqua le plus bas de la chute du franc, dont le cours tomba à 16,6 % de la valeur-or. La livre sterling fut cotée 120 francs.

Sans une intervention internationale, le franc aurait inévitablement subi le sort du mark allemand. Grâce à cette intervention, il a rapidement recouvré 35 % de sa valeur-or, atteignant ainsi un cours maximum inconnu depuis le début de 1923. A la fin d'avril dernier commença une nouvelle période de dépréciation, terminée par la stabilisation du cours du franc dans la proportion de 80 à 1 par rapport à la livre sterling.

	Dollars au pair	janvier 1923	janvier 1924	avril 1924	mai 1924	juillet 1924	
Suisse (francs)	100	19,30	18,80	17,81	17,60	17,80	18,17
Suède (couronnes)	100	26,80	26,86	26,20	26,40	26,50	26,62
Hollande (florins)	10	40,20	39,56	37,30	37,20	37,40	37,89
Angleterre (liv. sterl.)	1	4,87	4,65	4,25	4,35	3,37	4,37
Espagne (pesetas)	100	19,30	15,66	12,74	13,64	13,83	13,28
Danemark (couronnes)	100	26,80	19,79	16,94	16,64	16,96	16,14
Norvège (couronnes)	100	26,80	18,66	14,08	13,79	13,88	13,44
France (francs)	100	19,30	6,68	4,67	6,16	5,98	5,09
Bélgique (francs)	100	19,30	6,08	4,18	5,23	4,98	4,55
Italie (lire)	100	19,30	4,88	4,34	4,41	4,45	4,31
Finlande (marks)	100	19,30	2,48	2,38	2,51	2,51	2,51
Tchécoslovaquie (couronnes)	100	20,26	2,85	2,90	2,96	2,94	2,93
Yougoslavie (dinars)	100	19,30	51,94	49,93	51,88	50,55	43,08
Roumanie (lei)	10.000	19,30	51,94	49,93	51,88	50,55	43,08
Allemagne (marks)	10.000	2,382	—	0,22	0,22	0,22	0,23
Hongrie (couronnes)	10.000	2,026	—	0,39	0,14	0,12	0,11
Pologne (marks)	10.000	2,382	—	0,12	0,11	0,11	—
Autriche (couronnes)	10.000	2,026	—	0,14	0,14	0,14	0,14

Les faits qui avaient provoqué la chute du franc sont connus. Les moyens dont disposait le pays ne suffisaient plus à équilibrer le budget et surtout à couvrir les frais de la reconstruction des régions dévastées. L'Etat n'avait plus la faculté de placer les emprunts à court terme. La majoration des taxes et impôts s'est avérée, du temps de M. Poincaré, un expédient rendu inutile par la dépréciation même du franc.

On a dit, en France, que la chute du franc était l'œuvre de la spéculation étrangère. La crise ouverte par la hausse du franc à la Bourse de Berlin et surtout à celle de Vienne ne laisse subsister aucun doute sur l'action de la spéculation contre le franc. On se demande seulement si l'Amérique et l'Angleterre étaient étrangères à cette campagne contre le franc et si ce n'étaient pas elles qui en avaient pris l'initiative pour exercer une pression politique sur la France, qu'il fallait amener à accepter le plan Dawes. Faute d'une documentation suffisante, nous n'osons répondre par l'affirmative. Il paraît néanmoins certain que l'intervention anglo-américaine, qui avait déterminé la hausse du franc à partir du 12 mars, a été le résultat d'un engagement pris par la France relativement au plan Dawes. L'absence de preuves ne nous empêche pas de supposer que la chute vertigineuse du franc et la hausse rapide qui l'a suivie faisaient partie d'une manœuvre internationale du capital américain préparant la colonisation de l'Allemagne.

Un autre fait important que nous relevons dans le mouvement des devises étrangères concerne la Pologne. Ce pays a introduit une nouvelle unité monétaire, le *Zloty* (un franc-or) et retiré de la circulation le mark polonais. Grâce à cette réforme monétaire, la Pologne a une monnaie à cours stable. Les opérations financières qui ont abouti à la stabilisation du change polonais furent menées par la nouvelle Banque d'émission. La majeure partie des devises étrangères qui forment le capital de cette banque a été fournie par des souscripteurs polonais.

Crise de la navigation mondiale

Après une légère amélioration au 1^{er} trimestre 1924, une crise de la navigation se fait remarquer, proportionnellement à la crise économique générale. Au 2^e trimestre, nous constatons une augmentation du tonnage inutilisé et une dimi-

nution des transports. La crise des transports a, naturellement, eu des répercussions sur la construction de navires et le tonnage mondial. C'est, abstraction faite des années de guerre, la première fois depuis l'existence du *Registre Lloyd* que le tonnage mondial accuse une diminution.

Les chiffres que voici sont très instructifs à cet égard :

JUIN 1923			
	Bateaux à vapeur et à moteur		Ensemble
	Tonnage brut	Voiliers	
Grande-Bretagne ...	19.115.178	166.371	19.281.549
Autres pays	43.220.195	2.664.494	45.884.689
Total	62.335.373	2.830.865	65.166.238
JUIN 1924			
	Bateaux à vapeur et à moteur		Ensemble
	Tonnage brut	Voiliers	
Grande-Bretagne ...	18.954.158	151.680	19.505.838
Autres pays	42.559.982	2.357.747	44.917.729
Total	61.514.140	2.509.427	64.423.567

Les pays dont la marine marchande a subi la plus grande diminution de tonnage sont les Etats-Unis (1 million de tonnes), la France (239.000 tonnes) et l'Italie (202.000 tonnes). Le tonnage a augmenté dans deux pays : en Allemagne, de 364.000 tonnes, et au Japon, de 239.000 tonnes. La diminution du tonnage s'explique par le fait que nombre de navires d'anciens types ont été mis hors d'usage. Il convient de remarquer que, malgré la crise actuelle, le tonnage mondial, en juin dernier, était de beaucoup supérieur à celui de juin 1914.

En dépit de la situation où se trouve actuellement la navigation mondiale, on constate, en Angleterre, une légère augmentation des constructions navales. Le tonnage total en construction y était de 1.373.000 tonnes au 31 mars 1924, contre 1.231.000 à fin décembre 1923. Par contre, on constate dans les autres pays une diminution du nombre des navires en chantier.

Le mouvement des prix et l'exploitation des pays à change déprécié

Le mouvement des prix pendant le 1^{er} semestre 1924 accuse fort peu de variations. Cela s'explique par la stabilité relative du change. Le tableau ci-dessous enregistre le mouvement des prix dans les pays les plus importants :

	Etats-Unis	Suède	Suisse	Japon	Angleterre	Danemark	France	Italie	Allemagne
Décembre ..	144	150	183	210	179	210	459	577	125
Janvier	143	152	183	211	182	223	495	571	117
Février	140	153	180	208	182	227	544	573	116
Mars	137	154	182	206	181	228	500	573	121
Avril	136	156	180	207	181	225	450	579	124
Mai	134	151	178	—	177	219	459	571	123
Juin	—	—	—	—	—	—	—	—	118
Juillet	—	—	—	—	—	—	—	—	113

La hausse considérable des prix en France, au printemps dernier, correspond à la baisse du franc à cette époque.

La *Federal Reserve Board*, de Washington, a établi pour les principaux pays l'index des prix calculés en or. En prenant pour base la moyenne des prix en 1913 et que nous supposons égale à 100, nous arrivons par ce calcul au résultat suivant :

	Etats-Unis	Angleterre	France	Canada	Japon
Moyenne annuelle 1919.....	211	219	—	198	241
— 1920	239	233	187	223	242
— 1921	149	156	133	150	175
— 1922	153	150	136	147	173
— 1923	164	159	124	147	183
Janvier 1924	163	156	108	142	185
Février 1924	163	160	107	144	189
Mars 1924	160	158	117	143	172
Avril	158	162	137	140	165

Ces chiffres nous apprennent d'abord que l'index au Japon est supérieur à celui des Etats-Unis, tandis qu'en Angleterre, au Canada, et surtout en France, il est inférieur. Nous observons en France le phénomène que nous avons constaté en Allemagne pendant la période de la chute du mark : les prix-or sont plus bas sur le marché intérieur que sur le marché mondial. Cette circonstance caractérise la « conjoncture de liquidation ». On l'a vu avec une grande netteté en France, au 1^{er} trimestre 1924, lorsque les prix étaient d'un tiers plus bas qu'aux Etats-Unis. Ces chiffres exigent naturellement quelques réserves, puisqu'ils sont le résultat d'une méthode de calcul qu'on ne saurait toujours appliquer avec succès à des pays autres que les Etats-Unis.

Nous trouvons, dans la même statistique, des données sur les différences de prix entre le marché intérieur et extérieur. Nous donnons les chiffres pour avril dernier :

	Etats-Unis	Angleterre	France	Canada	Japon
Produits du pays écoulés sur le marché intérieur.....	159	183	418	141	199
Produits importés	141	178	479	159	214
Produits exportés	182	188	433	130	198

Il ressort de ces chiffres que les pays à change déprécié vendent leurs produits à meilleur marché et *achètent plus cher*, tandis que les pays à change élevé vendent plus cher et *achètent à meilleur compte*. La France, par exemple, vend à beaucoup meilleur marché qu'elle n'achète à l'étranger. Avec les Etats-Unis, c'est tout le contraire. *De cette manière, les pays à change déprécié sont exploités par les pays à change élevé*, car, pour la même somme d'argent, ils livrent plus de produits, c'est-à-dire plus de journées de travail qu'avant la guerre et plus qu'ils n'en reçoivent en échange.

E. VARGA.

LA DEPOPULATION DE LA CAMPAGNE EN FRANCE

La guerre a fortement accentué la régression de la population rurale. Sur un total de 3.586.000 travailleurs mobilisés, 673.000 furent tués et environ 500.000 trop grièvement mutilés pour reprendre leur place active à la terre ; si l'on ajoute à ce chiffre environ 450.000 travailleurs des deux sexes qui ont déserté la campagne pendant le même laps de temps, le nombre des manquants peut être évalué à 1 million et demi de 1914 à 1924, si bien que la population rurale est descendue à 40,3 % de la population totale.

L'AGRICULTURE EN ESPAGNE

Il n'y a pas, en Espagne, de statistiques officielles, les chiffres ci-dessous ne sont donc qu'approximatifs.

La population agricole est composée comme suit :

Ouvriers agricoles	4.000.000
Fermiers et métayers.....	1.000.000
Paysans pauvres	1.000.000
Paysans aisés	800.000
Gros propriétaires terriens.....	150.000

Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante.

Karl MARX.

Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme et vous abolissez l'exploitation d'une nation par une autre nation.

En même temps que l'antagonisme des classes, à l'intérieur des nations, l'hostilité de nation à nation disparaîtra.

Karl MARX.

L'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen.

Karl MARX.

Les communistes combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière, mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement.

Karl MARX.

Les dessous de l'aventure Géorgienne

Circulaire de l'Exécutif de l'Internationale Communiste

Chers camarades, — la presse social-démocrate bourgeoise a prodigué les fausses nouvelles et les mensonges calomnieux sur le soulèvement menchevik en Géorgie. Nous vous apportons aujourd'hui une documentation exacte sur les faits.

Le soulèvement

Le 23 août, de grand matin, une bande d'une trentaine d'hommes faisait son apparition dans la ville endormie de Tchiatoura, arrêtait les principaux militants communistes et les autorités locales. Le lendemain, 29 août, au matin, cette bande était chassée sans intervention de la troupe, par une quarantaine de communistes venus de Chorapani.

Presque tous les anciens nobles, les commerçants, les spéculateurs et les membres du clergé avaient participé à ce coup de main local. La ville prise, un « gouvernement provisoire » avait été formé, l'état de siège institué. Un manifeste informait la population que le soulèvement était général dans tout le Caucase et que Tiflis était pris.

Les paysans étaient hostiles aux insurgés. Dans le district de Senak ceux-ci arrêtèrent, par mesure de précaution, nombre de cultivateurs. Une petite bande occupait Senak.

Gara Kaheti, où toute la force armée se réduit à deux miliciens, une bande de 15 anciens gardes nationaux et criminels de droit commun « prit le pouvoir ». Le lendemain, l'aventure était liquidée par la population même.

Des agressions et des actes de banditisme se produisirent dans la région de Sartatchala, aux environs de Zougdid et en Gourie.

En Géorgie orientale et à Tiflis l'ordre ne fut pas troublé. Le coup de main de Tchiatoura avait été dirigé par les anciens princes Tseretelli et par l'ex-colonel de l'armée du tsar Tchatchalidzé. La bande de Gara Kaheti avait été dirigée par l'ex-officier Pagouzia, connu comme monarchiste.

Partout les paysans s'opposèrent, les armes à la main, à l'entreprise. Les ouvriers étaient prêts à répondre au premier appel du Parti.

Comment fut organisée cette aventure

On sait comment les mencheviks Jordania, Tseretelli, Tchenkéli et autres gouvernèrent autrefois la Géorgie, avec l'appui des baïonnettes anglaises. On sait aussi comment ils tombèrent. Ils ne se sont pas résignés à leur sort. Ils ont tenté de mobiliser l'opinion publique en faveur de l'indépendance du peuple géorgien opprimé. Mais ils ont aussi déclaré ne vouloir employer contre la dictature du prolétariat que les armes pacifiques de la démocratie.

Une partie de la presse bourgeoise et socialiste affirme encore que la Géorgie vient d'être le théâtre d'un soulèvement populaire spontané à l'organisation duquel les mencheviks seraient étrangers. Les mencheviks ne feraient que combattre, au nom des principes de la démocratie, un régime de terreur.

Les mencheviks chassés de Géorgie ont organisé

cinq centres à l'étranger : à Varsovie, Paris, Berlin, Constantinople et Londres.

Le centre de Varsovie est dirigé par le général Sallakhaia, pour les affaires politiques, et par le général Kazbek, pour les affaires militaires. Ces généraux entretiennent des relations étroites avec le gouvernement polonais et le deuxième Bureau de l'état-major polonais. Ils ont dirigé la Commission des Experts Militaires du gouvernement géorgien.

Grâce au concours actif de l'ambassadeur de Pologne à Paris, comte Zamotzky, et du consul général de Pologne à Constantinople, il a été possible de rassembler rapidement en Pologne 160 officiers, 120 aspirants, 72 aviateurs et 95 officiers de réserve de l'ancienne armée blanche de Géorgie. Ces militaires placés dans les écoles militaires polonaises recevaient une solde de 10.000 marks polonais par jour. Le général Zakhariadzé, chef de l'état-major géorgien, sollicitait au 2^e Bureau polonais leur admission aux écoles. Beaucoup de ces militaires géorgiens servaient dans les services polonais d'espionnage.

Les relations entre les mencheviks géorgiens et le gouvernement polonais sont définies dans le document suivant, émanant du gouvernement polonais et adressé au gouvernement français :

« Nous vous adressons ci-joint le memorandum du Comité géorgien de Pologne agissant en son propre nom et au nom de l'Union des Républiques du Caucase dont le siège est à Paris. Nous vous prions de transmettre ce document à M. Peretti de la Rocca avec la déclaration ci-dessous :

Le gouvernement polonais, maintenant en vigueur ses obligations antérieures à l'égard de la Géorgie et ses relations amicales avec celle-ci, a examiné avec la plus grande bienveillance le memorandum du Comité géorgien de Pologne. Les idées exprimées dans ce memorandum correspondent pleinement à celles du gouvernement polonais résolument opposé à toutes violences commises contre un peuple libéré. Aussi le gouvernement polonais a-t-il pris la décision d'exclure des conversations avec le gouvernement représentant la Russie les questions concernant directement les républiques du Caucase et, notamment, la Géorgie. Le gouvernement polonais est convaincu qu'une autre attitude dans cette question, provoquerait un refroidissement dans les bonnes relations établies au cours des derniers temps. Nous ne doutons pas que cette attitude du gouvernement polonais sera parfaitement comprise de votre excellence. »

A l'Assemblée des officiers géorgiens de Taianov, le représentant du gouvernement géorgien, colonel Emélianov, dit :

« Le gouvernement des Soviets, désireux d'affirmer le cours nouveau de sa politique, a libéré 300 social-démocrates. Nous pouvons compter sur ces hommes comme sur des militants actifs. En outre, les officiers géorgiens de Constantinople consentent à rentrer. J'invite les officiers géorgiens habitant la Pologne, au nombre de plus de 300 (y compris les aspirants, sortis de l'école militaire), à accourir au secours de la Patrie et à se rendre en Géorgie où des soulèvements se sont déjà produits à Koutais et Zougdid. »

M. Poincaré et les mencheviks géorgiens

Le gouvernement de M. Jordania s'est fixé à Paris, non par sympathie pour la France, mais sur l'invitation du gouvernement français, transmise par le chef de la mission militaire française, colonel Corbay-Chardonniér.

À l'arrivée du gouvernement géorgien à Paris, une conférence des représentants des républiques du Caucase s'est réunie, le 3 février 1922. Le gouvernement géorgien y était représenté par Tchenpelli et Kaméléki. La conférence adopta, notamment, la résolution suivante :

« Il est décidé, après échange de vue, d'engager les conversations avec plusieurs hommes politiques, principalement avec les délégués français à la conférence de Gènes et avec M. Poincaré.

Il leur sera déclaré : 1° que nous ne voyons pas d'inconvénients à ce que la conférence de Gènes n'examine pas, si des raisons militent en ce sens, la question du Caucase ; 2° si ladite conférence examine cette question, les délégués des républiques du Caucase doivent être entendus ; 3° si la question de la reconnaissance de la Géorgie se pose, les républiques du Caucase doivent être détachées de la Russie ; 4° tout ce que propose la Russie nous pouvons le proposer aussi en offrant au capital étranger la garantie de bonnes conditions de travail.

C'est dans ce sens que sera demandé le concours des hommes politiques. »

Cette question fut communiquée, sous forme de note, à M. Peretti della Rocca.

Le gouvernement Poincaré récompensait les services des mencheviks géorgiens. Il mit à la disposition de leur gouvernement quatre millions de francs.

De nombreux documents attestent l'intelligence commerciale des patriotes mencheviks, habiles à faire miroiter aux yeux du capital impérialiste les richesses naturelles de la Géorgie. Nous extrayons le passage suivant d'un accord conclu entre les quatre gouvernements *in partibus* :

« Persuadés que les puissances ne refuseront ni leur appui moral, ni leur appui matériel dans une question intéressant l'indépendance les républiques du Caucase, reconnue par diverses décisions internationales, les gouvernements des républiques signataires réunissent leurs efforts pour l'affermissement des relations politiques, économiques et commerciales avec les puissances et aussi pour créer les meilleures conditions de collaboration avec le capital étranger dans l'exploitation des richesses naturelles du Caucase. »

M. Tortchibachev, président du Comité de l'Azerbeïdjan à Paris, est intéressé dans toutes ces spéculations.

La lettre suivante était adressée à M. Tortchibachev :

« D'après des informations méritant créance l'ancien gouvernement de l'Azerbeïdjan aurait approuvé un contrat de vente des pétroles de l'Azerbeïdjan aux anciens propriétaires de la Société Royal Dutch. Je prie votre Excellence de m'informer par retour du courrier si le gouvernement en question est autorisé à cette initiative non prévue par nos accords.

J'adresse à votre Excellence l'expression de mon plus profond respect, (signé) Békir Sami Bey. »

Pendant la conférence de Lausanne, un social-démocrate géorgien connu, nommé Mdivani, négociait avec les Français l'envoi en Géorgie de 18.000 pistolets Mauser, de 25.000 fusils et de 10.000 cartouches par fusil.

De l'argent! de l'argent! de l'argent!

La contre-révolution, comme toute guerre en général, a besoin d'argent. Les mencheviks géorgiens ont à Paris une section financière dirigée par l'ancien membre de leur gouvernement, Kandelaki. C'est à lui que s'adressaient les demandes d'argent de Géorgie. Les fonds étaient envoyés en Géorgie, en dollars et en livres turques comme le montre la lettre suivante :

« Au camarade Kandelaki, Paris. Je m'adresse à vous en votre qualité de directeur de la section financière de notre Comité Central.

D'après des renseignements arrivés de Géorgie (lettre du camarade Georges) certains de nos camarades ont le plus grand besoin d'argent, surtout depuis l'arrestation du camarade Noé. Nous savons par votre note que vous avez envoyé en Allemagne, au nom du camarade Kordzaia, 2.500 livres turques et 1.500 dollars qui ont été introduits en Géorgie par l'intermédiaire d'un commerçant allemand (Ernst Mulger ou Munger). Nous ne savons pourtant rien quant à la réception de cet argent. Nous vous prions de vous renseigner vous-même. Ces sommes sont-elles parvenues ou non ? Pressez aussi l'envoi des sommes destinées à nos besoins personnels dont nous vous avons informés dans la lettre précédente. » 19 février 21 (expédiée par la poste.)

Ainsi, la contre-révolution géorgienne était entièrement financée de l'extérieur. Les besoins personnels des leaders mencheviks émigrés étaient couverts. Les fortes mensualités accordées aux chefs provoquaient même le mécontentement de l'émigration pauvre en général.

Ces chefs mencheviks ne reculaient pas devant l'expropriation des expropriateurs qu'ils affectent de condamner. Les bénéfices entraient, naturellement, dans leurs poches. Ainsi les social-démocrates géorgiens avaient une réserve d'objets précieux au monastère catholique géorgien de Bomoniti, où sont réunis les objets précieux évacués de Géorgie. Entre autres un service de Sèvres, évacué d'un palais du grand duc Nicolas Nicolaïévitch par les social-démocrates géorgiens.

Toute la correspondance de ces personnages concernait principalement les affaires d'argent.

Les mencheviks géorgiens s'occupent aussi d'épionnage.

Savinkov relatait dernièrement, au Tribunal révolutionnaire de Moscou, comment il lui arriva de devenir, héros de la contre-révolution, un espion au service de la Pologne. Les héros de la II^e Internationale ont suivi le même chemin. L'organisation social-démocrate de Tiflis a expédié à l'étranger un rapport sur l'armée russe en Géorgie.

Les agents des grands politiques de la II^e Internationale, Jordania, Tseretelli et autres, vendaient des rapports de ce genre aux états-majors polonais, français et turc.

Telle est leur façon de pratiquer le pacifisme démocratique.

Des actes terroristes

Ces pacifistes social-démocrates ne dédaignaient aucun des moyens employés par Savinkov. Ils ne reculaient pas devant les actes terroristes. Le directeur militaire du centre de Varsovie, Kazbek, est l'auteur de la lettre suivante, adressée à Noé Jordania :

« A Monsieur le président de la République de Géorgie,

Votre note sur les collaborateurs secrets et l'aide matérielle est transmise à M. Orakvélidzé qui s'est déjà mis à l'œuvre. A propos du départ des offi-

ciers géorgiens de Turquie, nous avons communiqué au ministère des Affaires Étrangères une lettre à laquelle une réponse positive nous est promise dans les deux semaines.

Nous disposons du nombre voulu de collaborateurs clandestins. Mais il manque un chef. Ces hommes ont choisi parmi eux M. Oukhadzé dont je vous envoie la photographie. Nous attendons votre réponse et des ordres.

Les ordres reçus, nous nous chargeons de les transmettre à ces hommes et d'établir avec eux une liaison.

Nous avons reçu une protestation collective des mencheviks géorgiens contre le régime bolchevik, portant 261 signatures. Les protestataires promettent un soulèvement armé mais qui se heurte à trois obstacles :

1° M. Orakvelidzé ne leur a pas encore donné l'appui matériel ; 2° ils se défient les uns des autres ; 3° le groupe de Vortchalinsk ne les a pas encore soutenus.

Voici les noms des hommes chargés par nous des actes terroristes :

1° Eudoxe Abdouladzé ; 2° Ivan Gvéléciiani ; 3° Alexandre Guya ; 4° Joseph Mélia ; 5° David Matchavariani.

Tous ont été à Constantinople à la disposition du Comité géorgien et sont mis à la disposition de nos agents du district de Batoum.

Les instructions par vous envoyées, par l'intermédiaire de Mme Kazbek, nous tâcherons de les faire parvenir en Géorgie. Nous serons informés de leur réception.

Nous avons les ordres n°s 1286, 457, 997 et 1870, le 457 concernant l'acquisition d'armes. A ce sujet nous sommes informés de Géorgie qu'un membre du Comité Central a négocié avec le commandant du 3° d'infanterie qui a promis de livrer des armes si on lui verse assez de dollars pour se rendre à l'étranger ou 5.000 roubles or. Nous ne sommes pas en état de le faire.

M. Khazaradzé s'est querellé, en confectionnant le cachet secret pour les illégaux, avec Odichélidzé. Nous craignons maintenant que ce dernier ne nous trahisse. Nous prions d'écrire aux illégaux qu'ils ne fassent plus rien de semblable car les milieux soviétistes suspectent Odichélidzé en tant que graveur et qui rentre souvent trop tard. M. Khazaradzé prie qu'on lui rende ses documents notariaux, désireux qu'il est de vendre sa maison et de se rendre à l'étranger.

Prière d'écrire au 3° d'infanterie à propos des armes. Le 6° groupe donne toutes les informations. Adresse : Navtloughi, Coopérative ouvrière, Tiflis.

D'autres renseignements sont déjà envoyés de Géorgie.

Les Géorgiens d'ici demandent des secours. La plupart sont pauvres et sans travail.

La dernière réunion a eu lieu à Ozourghet, chez l'ancien starost. Il a été décidé d'organiser un groupe et de s'emparer de la localité. Le plan du soulèvement est déjà arrêté. Le pont de Rensk (ou Rionsk) sera sauté, pour empêcher l'armée soviétiste d'intervenir.

4 fonctionnaires soviétistes appartiennent à notre organisation et nous rendent des services.

Signé : Kazbek.

Le président de la République, Noé Jordania, a-t-il protesté contre les actes terroristes en préparation ? A-t-il repoussé ces criminelles méthodes d'action ? Le pacifiste social-démocrate Noé Jordania n'a-t-il pas su que lors du séjour de Trotsky à Soukhoum un attentat se préparait contre notre camarade ? A-t-il défendu à ses agents d'organiser

un attentat contre le plus vieux, le plus digne des militants géorgiens, Makharadzé, et contre Mdivani, alors président du Conseil des Commissaires du Peuple de Géorgie ? Le Comité Central menchevik de l'étranger ne sait-il pas que divers mencheviks géorgiens qui s'étaient écartés avec indignation de leur parti ont été assassinés par ses agents ? La II^e Internationale n'a-t-elle pas soutenu matériellement et moralement Noé Jordania et son parti d'espions et de terroristes ?

Les pacifistes et le soulèvement armé

La presse bourgeoise et social-démocrate nie la participation des mencheviks au soulèvement.

Pour compléter la lettre de Noé Jordania déjà publiée par ailleurs et qui fait la lumière sur ce point, nous citerons des documents irréfutables montrant comment fut monté ce mouvement spontané du peuple géorgien.

I

Ordre du gouvernement. — Le soulèvement commencera en Vedkrie, Namakhvari s'y joindra. Liaison par la poste de Mamissonk qui informe la poste de la République des Montagnes et l'organisation de Prokhladnensk.

II

L'état-major menchevik donne de Varsovie les directives militaires suivantes :

A partir du pont de chemin de fer de Rionsk toutes les organisations sont soumises à celles de Samtredi. Samtredi communique avec l'organisation principale de Batoum. Khoni et les autres sections se subordonnent au centre le plus rapproché et à Koulais.

L'organisation de Tiflis n'agit qu'informée de source sûre du succès du soulèvement sur d'autres points. Elle dirige les organisations des environs et les ravitaille en armes.

Les armes, les fonds et les ordres seront distribués une semaine à l'avance.

Les organisations militaires donnent des armes à chaque combattant.

L'organisation de Poti est tenue d'avoir une liaison étroite avec l'administration du bateau Marie.

Note. — Ce plan entre en vigueur dès réception d'un ordre spécial signé de nous.

Signé : Talakvadzé, les membres de la Commission, général Zakhariadzé, général Kazbek. Varsovie, 19 mars 1924.

La Société des Nations et la Géorgie

La Société des Nations est intervenu en faveur du gouvernement menchevik de Géorgie. Les social-démocrates géorgiens avaient de leur côté fait certains préparatifs pour assurer à la délégation de la S.D.N. un accueil enthousiaste. A cette fin ils avaient eu recours à d'autres méthodes dont il est question dans une lettre du directeur du Comité de Constantinople, Talakvadzé. Citons-la :

La question de la libération de la Géorgie est posée à la S.D.N. La S.D.N. enverra une commission avec laquelle nous sommes en contact et avec laquelle vous pouvez prendre contact. Elle comprend un homme à nous, que nous avons déjà acheté. Il défendra nos intérêts. Tous les courriers doivent être pourvus de bons documents leur permettant de se déplacer assez facilement et de se cacher au besoin.

Signé : Talakvadzé. — A l'instructeur M. Pittia. Les commentaires sont superflus.

Cet aveu caractérise à la fois les social-démocrates mencheviks géorgiens et la Société des Nations.

LA SITUATION ITALIENNE

Thèses du Bureau Politique

La crise du fascisme

Les modifications survenues depuis plusieurs mois dans la politique italienne et que les élections du 6 avril et l'assassinat de Matteotti ont mises en relief, s'expriment par la réduction de plus en plus marquée de la base actuelle du fascisme. Né de l'ébranlement économique consécutif à la guerre impérialiste, le fascisme représentait la petite-bourgeoisie qui, appuyée par la bourgeoisie, arrive au pouvoir et est contrainte d'appliquer non son propre programme, mais celui du capitalisme. La contradiction entre le programme primitif du fascisme et ses réalisations marque sa décadence idéologique ; le fascisme n'a tenu aucune de ses promesses sociales. Il n'a réalisé ni l'affermissement des salaires, ni l'impôt progressif sur le capital, ni le relèvement du change, ni l'organisation de la lutte contre la grande spéculation. Il a réduit le niveau de vie des ouvriers, accentué la crise des classes moyennes, accablées sous le poids des taxes, de la législation des loyers, etc. Sa tentative de créer un état de violence fasciste a déchaîné les antagonismes entre la vieille bureaucratie et la nouvelle, entre l'armée régulière des officiers de métier et la nouvelle milice fasciste. Enfin, la répression qui a chassé les ouvriers qualifiés et spécialistes a infériorisé l'industrie italienne, orienté les industriels vers l'opposition, accentué la lutte entre eux et les agrariens. Ainsi se réalise, d'une part, une solidarité chaque jour plus grande d'intérêt des classes exploitées et une contradiction chaque jour plus vive entre les intérêts des diverses catégories de la classe exploitante.

Les oppositions

Dans une telle situation objective, la volonté de lutte du prolétariat, dirigée, orientée, organisée par son Parti communiste, peut et doit devenir l'élément déterminant. S'il est vrai que la volonté révolutionnaire du prolétariat ne peut créer les forces objectives, il n'est pas moins vrai que, lorsque les forces objectives sont réalisées, le rôle de celle-ci et de son animateur, le Parti communiste, est un rôle de premier plan ; son incompréhension aboutirait à la sous-estimation de la tâche du Parti communiste, condamnée par l'Internationale comme la base logique de tout opportunisme.

Notre parti ne saurait se contenter d'assister au procès de désagrégation du fascisme, il doit accélérer le processus ; les objectifs fixés pour cela au Parti communiste italien, au 5^e Congrès, demeurent justes. Premièrement, abattre le fascisme ; deuxièmement, écarter les oppositions de la scène politique ; troisièmement, grouper autour de lui les couches ouvrières et paysannes en vue d'une action pour la conquête du pouvoir.

Notre parti réalisera ces objectifs à condition qu'aucune illusion ne subsiste dans ses rangs sur la capacité et la volonté de lutte anti-fasciste des oppositions. L'opposition est un élément du fascisme ; celui-ci représente un amalgame de réaction franche et brutale et de démagogie sociale.

De son côté, l'opposition est un agglomérat de partis, hier encore solidaires du fascisme ; encore liés à lui par de solides intérêts de classe, ils manœuvrent pour conclure un compromis en essayant de sauver les formules intransigeantes grâce auxquelles ils ont acquis un prestige auprès des classes moyennes et de certaines couches du prolétariat.

Entre l'opposition et le fascisme, aucune bataille de fond ne saurait se livrer. La retraite sur le mont Aventin a été le premier acte de la comédie contre-révolutionnaire que joue l'opposition. Le Mont Aventin a été la digue destinée à retenir et à réfréner l'élan révolutionnaire des masses, à substituer à la bataille révolutionnaire générale la petite lutte constitutionnelle, à parlementariser, à légaliser, c'est-à-dire annihiler la bataille anti-fasciste. En propageant le désarmement au moment même où l'ostracisme local devient plus insupportable, les oppositions précisent leur caractère vraiment contre-révolutionnaire, leur position de complices honteux du fascisme. Cette trahison à laquelle participent le Parti socialiste unitaire et le Parti maximaliste, doit être dénoncée avec vigueur par notre parti comme le premier chaînon d'une longue série de trahisons. Les partis de l'opposition réaliseront le compromis avec le fascisme, soit immédiatement, soit après avoir engagé un semblant de lutte ; mais leur rôle historique est d'assurer le maintien de la domination bourgeoise, l'asservissement des classes laborieuses italiennes. Il a été faux de dire que le fascisme allemand avait vaincu la République de novembre ; il serait aussi faux de penser que l'opposition italienne vaincra le fascisme. Il n'y aura pas lutte entre l'opposition et le fascisme, victoire de l'opposition sur le fascisme, mais substitution à la dictature ouverte de la bourgeoisie d'une dictature plus cauteleuse et plus hypocrite. Intégrés désormais dans le bloc bourgeois de gauche, les Partis socialistes participeront à cette transformation.

Dans une conjoncture semblable, l'attitude de notre Parti ne saurait être une attitude de neutralité ou d'attente des temps meilleurs ; notre Parti communiste n'est pas l'extrême-gauche de l'opposition, il est le noyau fondamental autour duquel doivent se grouper les larges masses dans leur lutte contre le fascisme ; il doit se convaincre et convaincre le prolétariat italien qu'il est la seule puissance de luttes victorieuses contre la dictature fasciste. C'est sur ses forces que le Parti doit compter pour entraîner le prolétariat dans la lutte.

L'ère démocratico-pacifiste

L'ère démocratico-pacifiste ne saurait être pour le Parti communiste une période d'expectative. Le 5^e Congrès a indiqué que l'ère démocratico-pacifiste actuelle, outre qu'elle n'était pas la répétition pure et simple de la période démocratique d'après-guerre, où les partis ouvriers eux-mêmes étaient imbus d'idéologie bourgeoise, était de plus l'indice du délabrement du capitalisme, de son déclin, de sa crise irrémédiable. Elle est l'expression et le symptôme d'une lutte de classe inouïe dont l'issue dépend en grande partie du rôle et de l'attitude

du Parti communiste. Notre Parti n'est pas seulement un élément de cette situation générale, il n'en est pas seulement un produit, mais un facteur. De son attitude dépend particulièrement la physionomie d'ensemble de la situation.

Abattre le fascisme et écarter l'opposition de la scène politique constitue pour notre Parti communiste deux mots d'ordre complémentaires. Le Parti communiste est le bélier qui doit frapper et abattre le fascisme. La lutte contre les oppositions ne doit pas être une lutte isolée, mais faire partie de la lutte générale contre le fascisme ; l'opposition doit être dénoncée comme le complice du fascisme. Le Parti communiste ne doit pas attendre que l'opposition se discrédite elle-même, il doit intervenir pour accélérer ce discrédit, pour rendre évident, aux yeux des ouvriers, l'incapacité de lutte des bourgeois oppositionnels. Les campagnes de presse, la propagande générale, ne seront pas suffisantes pour discréditer l'opposition ; bien des ouvriers ont confiance en elle et ne s'en écarteront que lorsqu'elle faillira dans l'action. Aussi notre Parti ne saurait renoncer à renouveler des propositions concrètes d'action aux oppositions. Il doit leur proposer des moyens pratiques (grève générale) pour faire aboutir leurs propres revendications. Ce n'est que dans la mesure où il exploitera auprès des masses le refus de l'opposition que les ouvriers reconnaîtront dans celle-ci l'auxiliaire inavouée du fascisme et verront dans le Parti communiste le seul dirigeant de la lutte.

Le parti communiste et les maximalistes

Le développement des événements a démontré la justesse de la ligne politique de l'Internationale concernant les rapports avec le parti maximaliste. Il est clair qu'après la scission de Livourne, P. S. ne pouvait renoncer à conquérir les ouvriers italiens demeurés dans le P. S. Les décisions du 4^e Congrès, intervenant après le vote du Congrès Socialiste de Rome, devaient hâter le regroupement révolutionnaire du prolétariat italien. La fusion décidée par le 4^e Congrès fut retardée par la répression fasciste, par l'opposition de la droite socialiste et aussi par la fausse position des dirigeants du Parti communiste italien. La réalisation de la fusion au lendemain du 5^e Congrès doit favoriser le regroupement des forces prolétariennes autour de la 5^e Internationale.

Elle a laissé cependant encore dans les rangs du parti socialiste des ouvriers que l'Internationale doit conquérir. La sortie des ouvriers maximalistes de leur parti et leur entrée dans les rangs communistes pendant la dernière campagne de recrutement constitue un symptôme qu'il faut saluer avec joie. En même temps, le Parti communiste ne doit pas renoncer à constituer à l'intérieur du parti socialiste un courant qui lui soit favorable et qui sous notre pression à l'intérieur des usines et des entreprises acceptera nos propositions avant que les chefs aient eu le temps d'y répondre. Chaque fois que notre Parti s'adressera aux oppositions il se fera particulièrement pressant vis-à-vis des socialistes. A propos des élections administratives il prendra l'initiative de proposer aux sections socialistes la constitution de comités ouvriers et paysans antifascistes sur un programme de classe concrétisé par quelques mots d'ordre accessibles et vivants : « Dissolution et désarmement de la Milice ! Mise en accusation de Mussolini ! Armement d'une milice ouvrière ! » destinés à mettre en lumière que l'écrasement du fascisme ne sera pas le résultat de

la chute du ministère actuel — mais de la lutte révolutionnaire des masses. A la veille du Congrès confédéral il devra faire accepter par les groupes d'ouvriers socialistes ses propositions contre la direction de la C.G.T. inféodée à l'Etat bourgeois.

Le mouvement syndical

Comme le lui a indiqué le 5^e Congrès, le Parti communiste italien doit s'efforcer de redonner plus de vigueur au mouvement syndical. L'obligation faite à tous les membres d'être syndiqués, la défense de la liberté syndicale, l'organisation des comités syndicaux communistes et des comités d'usines, et surtout la lutte pour l'unité syndicale nationale et internationale sont les moyens pratiques qui permettront au Parti communiste d'atteindre cet objectif. Notre Parti devra profiter de l'expérience internationale pour déterminer sa tactique dans le mouvement syndical ; les exclusions prononcées par la Confédération, les manœuvres de celle-ci contre l'entrée d'ouvriers communistes et contre les Bourses du Travail imposent à notre Parti l'étude d'une stratégie souple employée contre les dirigeants réformistes ; les communistes devront coûte que coûte pénétrer dans les vieux syndicats et y demeurer. Tout geste de notre Parti tendant à l'organisation même provisoire des ouvriers exclus serait interprété comme un acte de division syndicale. Dans le moment présent une fausse manœuvre dans ce domaine peut avoir une répercussion décisive sur l'influence de notre Parti. Celui-ci ne doit à aucun prix donner prétexte aux arguments des adversaires réformistes, seuls les lesquels d'Amsterdam doivent apparaître aux yeux des ouvriers même les moins éduqués comme les saboteurs de l'unité ouvrière.

La préparation du Congrès confédéral doit être le centre des préoccupations de notre Parti. Celui-ci doit s'attacher notamment à la défense de ces deux revendications : 1^o lutte contre la suppression des Bourses du Travail ; 2^o lutte pour la transformation organique des fédérations de métier, avec le mot d'ordre : les syndicats à l'usine. Il lie ses revendications à la lutte pour l'unité syndicale, à la lutte contre le fascisme et aux propositions de moyens pratiques, grève générale. Il s'efforcera d'entraîner les ouvriers maximalistes dans toute cette action. En même temps, il placera les chefs du parti socialiste italien en présence du dilemme : ou avec les saboteurs des Bourses du Travail ou avec les communistes.

Enfin notre Parti continuera à lutter pour la liberté syndicale et contre le monopole des organisations fascistes. Mais il ne saurait encourager la sortie des syndiqués de ces corporations ; les phénomènes de panique qui se sont manifestés dans les rangs fascistes au lendemain de l'assassinat de Matteotti démontrent mieux qu'aucune théorie la nécessité de miner de l'intérieur les corporations fascistes où les communistes, dans un moment de crise, peuvent et doivent jouer un rôle décisif.

Le problème du pouvoir

Notre Parti communiste doit tenir compte dans la détermination de sa tactique de la situation générale du rapport des forces, du niveau de combativité de la classe ouvrière, mais il ne peut être un parti révolutionnaire s'il se borne à enregistrer ce que pense et ce que sent la masse ouvrière. Il doit marcher en tête de la masse

ouvrière, voir plus loin que cette dernière, entraîner à sa suite le prolétariat et non se traîner à sa remorque. Il est le chef politique de la classe ouvrière qu'il doit élever à son niveau. La passivité des ouvriers italiens ne disparaîtra pas toute seule, mais sous l'effet de l'intervention du Parti communiste et dans la mesure où celui-ci montrera que le problème du pouvoir est à l'ordre du jour.

La lutte pour le pouvoir consiste dans la liaison de plus en plus solidement établie avec les masses ouvrières et paysannes, dans le dépôt de revendications vivantes et susceptibles d'être soutenues par les travailleurs, dirigées dans la ligne de la révolution et rattachées au but final ; le mot d'ordre de constitution des comités ouvriers doit avoir un contenu de revendications concrètes. En particulier le Parti communiste doit profiter des besoins actuels de l'industrie italienne pour prendre en mains les revendications touchant à l'émigration ; il doit être le dirigeant de la lutte contre la vie chère, contre les taxes gouvernementales et la législation des loyers, pour la journée de huit heures et le réajustement des salaires ; il intensifiera l'action de sa section agraire, poursuivra la liaison entre le prolétariat industriel du Nord et les ouvriers agricoles du Midi, il lut-

tera pour la liaison étroite avec le prolétariat russe. Il liera toute l'action du prolétariat italien avec celle du prolétariat des colonies. En outre, il propagera les mots d'ordre de grève générale au cas d'une offensive fasciste. Il travaillera à la préparation d'un congrès d'ouvriers et de paysans italiens. Toute cette propagande sera liée par lui à sa propagande en faveur de l'armement du prolétariat et de la constitution de centuries prolétariennes.

Conclusion

Le 5^e Congrès a condamné les déviations d'ultra-gauche, il a condamné la fausse conception du Parti italien sur la conquête de la majorité, le front unique, les rapports avec les autres partis ouvriers, il a affirmé qu'il n'y avait rien à gauche de la ligne léniniste de l'I.C. et les déviations de gauche sont souvent des réactions contre l'opportunisme de droite et la fausse compréhension du rôle des dirigeants de notre Parti. Dans la période actuelle, le Parti communiste italien ne sera définitivement à l'abri des retours malsains du gauchisme que dans la mesure où il sera parfaitement conscient de son rôle de dirigeant, de guide qualifié et sûr du prolétariat italien.

LE BUREAU POLITIQUE
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

LA CRISE DU POUVOIR BOURGEOIS

DE LONDRES A LIVOURNE

A deux jours d'intervalle, se sont déroulés le Congrès des libéraux italiens et la séance des Communes à Londres qui mit en échec le cabinet travailliste. Il n'y a pas entre les deux événements qu'une coïncidence chronologique : ils sont les deux aspects politiques de la même crise de la bourgeoisie capitaliste.

Tandis qu'à Londres entre libéraux et conservateurs le bloc bourgeois anti-travailliste se constituait, les assises de Livourne avec les incidents qui marquèrent leur séance précisaient l'effort de la bourgeoisie transalpine pour résoudre le problème du pouvoir.

Les libéraux anglais avaient favorisé l'accession au pouvoir du Labour Party avec la certitude que derrière la façade travailliste ils domineraient toute la politique gouvernementale. En fait, c'est bien la politique de la bourgeoisie anglaise que pratiqua pendant près d'un an le cabinet Macdonald. La veille même de sa chute l'échec des négociations avec Zaghoul Pacha marquait la résolution de l'impérialisme britannique de demeurer irréductible devant le nationalisme égyptien, si légitimes qu'aient été ses aspirations. Sur une question cependant, celle des rapports anglo-russes, le gouvernement Macdonald n'avait pu réussir à résister complètement à la pression des masses du Labour Party pour lesquelles toute victoire de l'Etat Soviétique représente confusément une victoire ouvrière. Cette attitude du ministère travailliste est à l'origine du vote des Communes, elle en éclaire singulièrement la signification et la portée.

L'ère travailliste n'est du reste point close outre-Manche. Le Labour Party est sans doute vul-

nérable sur bien des points, mais ses adversaires se trouvent dans une situation plus difficile encore. Le parti conservateur subit les conséquences de sa dernière défaite, le parti libéral, « travaillé par une diversité de tendances et d'influences », est peut-être à la veille de subir cette « division profonde » et ce morcellement irrémédiable des forces que le *Temps* prévoit avec peine. Le Labour Party jouera dans l'avenir encore un rôle gouvernemental important. Mais chaque jour de pouvoir du parti travailliste ôtera une illusion aux masses, les désabusera sur la valeur de cette troisième route du salut chère aux disciples d'Otto Bauer, chaque jour posera d'une façon plus brutale le problème : démocratie bourgeoise ou démocratie ouvrière, pouvoir de la bourgeoisie ou pouvoir des Soviets.

Pendant que Macdonald active sa campagne électorale, Mussolini prépare sa rentrée parlementaire. Agents d'affaires de la bourgeoisie, ils représentent l'un et l'autre deux politiques diverses d'une même classe. Travaillisme et fascisme ne sont pas deux mondes dressés l'un contre l'autre, deux forces historiques irréductiblement opposées, mais bien deux méthodes différentes du pouvoir bourgeois. Quand l'un se substitue à l'autre, c'est la forme extérieure de la domination capitaliste qui change. Les fascistes sont la main droite et les social-démocrates la main gauche de la bourgeoisie.

Les deux « crochets » de la bourgeoisie

Celle-ci a déjà recouru à la collaboration socialiste. Déjà, pendant la guerre, en inféodant à sa politique les partis de l'Internationale Socialiste, elle s'est assurée la passivité des mas-

ses. La collaboration au pouvoir des social-démocrates a un autre sens aujourd'hui : il signifie, comme l'a dit le V^e Congrès, que les anciennes méthodes de domination de la bourgeoisie sont devenues caduques. C'est par l'entremise des partis ouvriers que la bourgeoisie doit exploiter les masses laborieuses.

Incapable de résoudre directement le problème du chômage, celui des dominions, etc., la bourgeoisie britannique a tenté de les résoudre par l'intermédiaire des ministres du Labour Party. La mission historique de ceux-ci est claire : assurer la continuité de la domination bourgeoise. Le fascisme n'a pas joué dans l'histoire un rôle foncièrement différent.

La bourgeoisie s'accroche au Labour Party en Angleterre ; « sur le continent, elle s'accroche tantôt à la social-démocratie, tantôt au fascisme ». A l'époque où dans la péninsule les classes nantiques vivaient dans la crainte du prolétariat en ébullition, où les ouvriers occupant les usines saluaient les soldats rouges qui, « là-bas », s'approchaient de Varsovie, à l'époque où le mouvement révolutionnaire s'étendait des villes aux campagnes italiennes, le fascisme s'est présenté comme le sauveur d'une classe en décrépitude. C'est dans les coffres-forts des gros propriétaires du Centre et du Midi, dans les caisses des industriels du Nord que Mussolini a puisé à pleines mains de quoi entretenir son armée fasciste si disparate, de quoi l'organiser. Le fascisme n'eut rien été s'il n'avait eu pour tâche de prolonger la domination de la bourgeoisie italienne.

Mais le fascisme n'a pas solutionné la crise économique consécutive à la guerre. Après un an de pouvoir, miné par ses contradictions internes, il sent sa réduire la base de sa domination et se préciser son isolement. A nouveau, pour la bourgeoisie italienne, se pose le problème du pouvoir. Là où a échoué le fascisme, elle se propose d'employer l'autre méthode. D'ores et déjà, elle est toute disposée à prendre à son service les Giolitti et les Nitti, flanqués cette fois de Turatti, peut-être de Vella et de Nenni.

Le vote du congrès libéral

Ainsi s'explique le grand tapage fait par la presse italienne autour du Congrès libéral de Livourne. Le parti libéral sort de son Congrès profondément divisé. Au mépris du vote de Livourne, Salandra a affirmé ne vouloir pas changer un iota à son attitude philofasciste. Casatti et Sarrochi, ministres libéraux de Mussolini, demeurèrent dans le cabinet.

D'autre part, l'accord est loin de régner sur la colline de Rome où se sont réfugiés les Siméon Stylite de l'opposition. A peine les partis qui constituent le bloc essayent-ils de sortir de l'attitude exclusivement négative qu'ils ont observé jusqu'à ce jour que sitôt de profonds désaccords surgissent entre eux. Les socialistes déclarent vouloir demeurer sur l'Aventin, les populaires font tout pour s'en échapper et ils envisagent comme une éventualité heureuse la constitution probable du groupe libéral oppositionnel qui leur fournirait un prétexte de réintégrer Monte-Citorio. Le *Mondo* prépare depuis plusieurs jours l'opinion dans ce sens. Le grand journal du soir fixe ainsi le « plan de combat » : « Nous ne considérons pas la démission de Mussolini comme une condition de notre participation au travail parlementaire et nous pouvons très bien penser que dans des conditions de liberté et de légalité le devoir de l'opposition serait de livrer bataille sur

le terrain parlementaire au sein de la Chambre des députés. »

Que feront les maximalistes

Les maximalistes resteront-ils seuls sur l'Aventin ? Suivront-ils les opposants dans leur capitulation après avoir obtenu comme résultat unique la canalisation de la vague révolutionnaire de masses au lendemain de l'assassinat de Matteotti ? Quelques jours à peine ont séparé l'entrée des maximalistes dans le bloc bourgeois et leur rapture avec Moscou. Les deux actes se complètent. On ne peut rompre avec Moscou sans tendre une main cordiale et fraternelle à la bourgeoisie. Vella, Nenni n'y ont pas manqué. Ils ont escaladé l'Aventin. Puis, pour sauver les apparences, ils ont parlé d'une « alliance provisoire » nécessitée seulement par l'« opportunité politique ». Le cartel d'une minute inventé par les « délivrés du marxisme » de chez nous, a trouvé ses théoriciens au delà des Alpes. Il y a quelques semaines, l'*Avanti* publiait cette légende d'un dessin qui aurait fait la joie de M. Compté-Morel : « Le mont Aventin est le point où aboutissent les routes de tous les partis d'avant-garde mais d'où chacun d'eux reprend sa voie indépendante vers son horizon propre. »

Naturellement, la main dans celle de Don Sfurzo, les socialistes se refusent à l'action commune que leur propose notre parti en vue du Congrès confédéral prochain. Bien que n'appartenant pas encore à l'Internationale de Hambourg, les socialistes italiens ont déjà toutes les habitudes des ministres de rois ou de républiques capitalistes. Leur dernière réponse à la proposition de front unique du Parti communiste serait volontiers signée par Renaudel ou par Paul Faure.

Le rôle des maximalistes consiste à lier leur fortune à celle des libéraux. Ils sont un crochet de la domination bourgeoise : au nom des intérêts de la bourgeoisie, ils veulent participer à la succession du fascisme. Mais le prolétariat veille et pose sa candidature.

Contre le fascisme et ses complices

Les ouvriers italiens connaissent bien le parti libéral. Ils se souviennent que les libéraux ont été les fourriers du fascisme qu'ils ne désavouent point encore complètement. Si par une haine cent fois justifiée du fascisme, les prolétaires faisaient aujourd'hui confiance au libéralisme, ils se ménageraient d'amères désillusions. Le Parti communiste qui éclaire la route, leur rappelle que les libéraux étaient au pouvoir quand se constituaient ouvertement les milices fascistes. Il leur dit qu'il n'y a pas une responsabilité fasciste isolée de la responsabilité bourgeoise. Le fascisme est une forme de la dictature capitaliste : la liquidation du fascisme doit être la liquidation de la bourgeoisie. Il ne s'agit pas d'une bataille morale pour le retour à la légalité, mais d'une lutte de classe pour la chute du pouvoir bourgeois. Le combat est ouvert contre le fascisme et notre Parti est à la pointe de ce combat. Mais la lutte est ouverte en même temps contre les complices d'hier du fascisme : contre les assassins et contre ceux qui ont armé les assassins. Sans doute, le Parti communiste tirera profit des désaccords secondaires qui désagrègent le camp bourgeois. Mais il se souviendra de l'enseignement de Lénine sur la légalité capitaliste : « Le prolétaire qui dans sa lutte contre la bourgeoisie aurait la naïveté de respecter la légalité capitaliste se mettrait dans la position d'un lutteur qui consenti-

rait à observer les principes de la boxe anglaise contre un adversaire armé d'un browning. »

Détachement organisé de la classe ouvrière, notre Parti dit aux travailleurs italiens : C'est la lutte de classes qui liquidera le fascisme, c'est le pouvoir des ouvriers et des paysans qui en supplantera les causes.

Les moyens de domination bourgeoise vont du

fascisme au ministérialisme socialiste : la crise fasciste est ouverte, la crise social-démocrate s'annonce. Les chemises noires n'ont pas sauvé la bourgeoisie : l'habit noir des ministres de la II^e Internationale ne la sauvera pas davantage.

Au prolétariat d'user de la camisole de force !

Gabriel PERI.

Le P. C. A. depuis le Congrès de Francfort

L'exclusion de Schumacher-Weyer, ses causes et ses conséquences

Le Plan des Experts est adopté. L'assainissement économique de l'Allemagne commence par une augmentation graduelle du coût de la vie et du nombre des usines fermées. L'intervention du capital international en Allemagne a cependant abouti à un certain ralentissement de la crise économique. On ne doit pas s'attendre immédiatement à des conflits dramatiques du genre de ceux qui caractérisèrent la période d'inflation. Mais, vu l'incertitude de la situation politique et économique, il se pourrait qu'au cours de l'hiver prochain ou au printemps 1925 de grandes luttes sociales se produisissent pour le pouvoir.

Nous pouvons constater, en Allemagne, la justesse absolue de l'analyse et des prévisions du V^e Congrès mondial de l'I.C. Le Parti communiste allemand doit se préparer aux deux éventualités prévues : être prêt à intervenir à tous moments à la tête des masses prolétariennes dans des actions décisives ; être prêt à serrer les rangs du prolétariat dans une longue période de transition.

Une période de transition telle que celle que nous traversons actuellement implique naturellement des dangers de déviations opportunistes et de phraseologie radicale, dissimulant un esprit non moins opportuniste.

Dans cette période, si difficile pour le P.C.A., les énormes progrès réalisés par le Congrès de Francfort se font pleinement sentir. Les décisions de la forte majorité à ce Congrès, qui s'est prononcée pour la gauche et la constitution d'un nouveau Comité Central, conformément aux directives du Congrès, ont mis un terme aux luttes des fractions. Six mois se sont écoulés depuis et nous sommes maintenant en état de nous former une opinion, justifiée par les faits, sur les résultats des regroupements effectués dans la direction du Parti. Nous pouvons affirmer que le Parti ne suit à présent qu'une ligne politique : celle déterminée par le Comité Central en accord avec les sections. Pas une section, pas une organisation du Parti n'ont fait, dans le courant des derniers mois, des objections à la politique du Comité Central. La prétendue droite, aussi bien que le centre, ont complètement disparu. Le P.C.A. d'aujourd'hui est bien différent du Parti de naguère.

La disparition des fractions n'exclut pas tout à fait les possibilités des déviations opportunistes. Nous connaissons le cas de quelques fonctionnaires du parti dont la conscience a fléchi en présence du pacifisme démocratique. (A Berlin et dans la Ruhr, quelques conseillers d'usines communistes se sont prononcés pour le plan des Experts. Ils ont dû, bien entendu, quitter le Parti,

dont la lutte contre l'oukaze de Morgan n'a aucunement souffert de ces incidents. La direction actuelle du P. C. A. a évité et évitera toujours d'adapter sa politique à celle du parti social-démocrate. L'histoire du P. C. A. nous apprend que les périodes où les mouvements de masse révolutionnaires font défaut, où la fourberie démocratique et pacifiste pénètre dans les rangs du prolétariat, sont très favorables à des expériences de ce genre. Le P. C. A. a fait le nécessaire pour que des tentatives pareilles ne se renouvellent plus. Elles appartiennent désormais au passé.

Le Parti s'efforce d'unir l'ensemble du prolétariat pour la lutte de classe. La réalisation de l'unité de la classe ouvrière par en bas suppose, de la part du P. C. A., un travail intense dans les Conseils d'usines, dans les noyaux d'usines et, en premier lieu, dans les syndicats. Notre campagne pour l'unité syndicale a provoqué des résistances de la part d'ouvriers sincèrement révolutionnaires, qui ont le sentiment qu'en réintégrant les fédérations « jaunes » d'Amsterdam, ils feraient sacrifice de leur foi révolutionnaire. La délégation allemande au 5^e Congrès de Moscou a montré les difficultés auxquelles est liée, du fait de cette attitude des masses prolétariennes allemandes, la reprise de l'activité du Parti dans les syndicats. Il a fallu prendre certaines précautions et éclairer avec infiniment de patience les milieux ouvriers révolutionnaires.

La nouvelle direction du Parti a fait, depuis le Congrès de Francfort, tout son possible pour former les adhérents dans l'esprit des décisions de l'I. C., et nous sommes en droit de dire aujourd'hui que les principales difficultés que nous rencontrions au sujet du travail dans les syndicats sont surmontées. Un certain nombre de syndicalistes déguisés, qui s'étaient faufilés dans le Parti, ont tenté, sous la conduite de Schumacher et de Weyer, d'entraver l'action syndicale du P. C. A. La gauche du P. C. A. et, en premier lieu, la direction de la section de Berlin, ont mené depuis des années une lutte tenace contre la tactique de Weyer et de son Union Berlinoise. La gauche a toujours combattu l'aventure syndicaliste ; mais l'ancien Comité Central (Brandler) empêcha, en son temps, la direction de Berlin de mettre un terme aux agissements de Weyer et de son Union. Cette tolérance a dû prendre fin. Lorsque le groupe Weyer-Schumacher s'est ouvertement élevé contre les décisions du Parti dans la question syndicale, le nouveau Comité Central n'a pas hésité à prononcer l'exclusion de Schumacher et de Weyer.

L'influence du groupe Weyer sur les ouvriers de Berlin est tout à fait négligeable. La Fédération indépendante des cheminots, la seule parmi les fédérations syndicales indépendantes qui jouisse d'une autorité auprès des masses, soutient la campagne du Parti pour l'unité syndicale.

Weyer et Schumacher ne peuvent compter que sur l'appui de certains groupes d'ouvriers du bâtiment et de tailleurs et d'un très petit nombre de métallurgistes. L'organisation du Parti dans le quartier de Weddings, la plus importante dans les faubourgs industriels de Berlin, a approuvé, par 1.000 voix contre 20, la mesure d'exclusion, approuvée de même dans les autres organisations de Berlin. Ailleurs, la tendance Schumacher ne se fait guère remarquer. L'exclusion du groupe Schumacher coûtera tout au plus au Parti 100 à 200 membres, perte qui sera largement contrebalancée par le gain résultant de l'épuration du Parti des éléments syndicalistes.

Schumacher et Weyer se livrent actuellement à une furieuse campagne antibolchévique. Ils ont lié partie avec certains théoriciens d'« extrême gauche », qui répudient les théories de Lénine sur la question paysanne, la question nationale et l'im-

périalisme. Nous avons donc affaire à un groupe manifestement contre-révolutionnaire.

Le prolétariat allemand a assez d'expériences pour savoir que celui qui lui conseille de se séparer de Moscou ne peut être qu'un agent de la contre-révolution. Le P. C. A. poursuit, sans la moindre hésitation, le chemin qui lui a été tracé par le 5^e Congrès de l'I. C. et le Congrès de Francfort. Il ne se laissera pas entraîner à la moindre concession à la vague démocratico-pacifiste, à la social-démocratie, à la comédie parlementaire. Il travaille et travaillera inlassablement à organiser les masses pour la révolution. Il écartera inflexiblement de son chemin toutes les tendances susceptibles d'entraver son action parmi les masses. Ni politique à la Brandler, ni politique à la Schumacher. Une politique qui s'inspire des enseignements du léninisme.

A ROSENBERG.

La guerre civile en Chine

Dans le Sud

La République du Kouantoung, l'impérialisme anglais, le Gomindan et les travailleurs

Les événements de Chine ont deux aspects : l'offensive des impérialistes anglais contre Canton et la lutte entre les divers partis de la Chine du Sud et du Nord.

Les impérialistes anglais, de concert avec la bourgeoisie chinoise, dirigent leurs attaques contre la province de Kouantoung, dans la Chine du Sud, et en premier lieu contre le port commercial le plus important de cette province, Canton, siège du gouvernement Sun-Yat-Sen, issu du parti révolutionnaire Gomindan.

La province de Kouantoung, dont le territoire est à peu près égal à celui de l'Italie, compte 30 millions d'habitants. A l'extrême sud de cette province, se trouve le port de Hongkong que les Anglais se sont approprié, vers le milieu du siècle passé, au cours de la guerre dite de l'opium. Hongkong, à 5 heures de chemin de fer de Canton, est une citadelle de l'impérialisme anglais.

L'offensive anglaise de la fin août contre le gouvernement Sun-Yat-Sen est la suite logique de la politique chinoise de MM. Lloyd George et Curzon.

Les raisons de l'intervention anglaise sont les suivantes : Pendant la guerre mondiale, les pays coloniaux et semi-coloniaux ont vu leur industrie nationale se développer avec une rapidité surprenante. L'essor industriel de ces pays a fait naître une bourgeoisie nationale et un prolétariat indigène. Cette différenciation des classes a fait de grands progrès après la guerre mondiale, lorsque les impérialistes ont cherché à placer de nouveau aux colonies des capitaux auxquels les troubles ne laissent point de sécurité. La bourgeoisie commerçante chinoise, surtout dans les provinces du Sud, s'associe de plus en plus aux Anglais dans l'exploitation des richesses naturelles et de la main-d'œuvre à bon marché de son pays. Les masses exploitées par la bourgeoisie indigène et par les capitalistes étrangers commencent à comprendre...

L'attitude de la bourgeoisie chinoise a contribué à développer la conscience de classe du prolétariat

chinois. La grève des gens de mer de Hongkong (février 1922), à laquelle prirent part 40.000 ouvriers, nous offrit pour la première fois le spectacle d'une résistance organisée à l'impérialisme.

La vague de grève qui, après la grève de Hongkong, passa sur la Chine du Centre et du Nord, montra que la classe ouvrière chinoise devenait un facteur décisif de l'émancipation nationale du pays. La grève des mineurs de la province de Tientsin, brutalement réprimée sur l'ordre du patron anglais par le gouverneur général de la province, frère du président actuel de la Chine du Nord, et la grève des cheminots du réseau Pékin-Hankéou ont annoncé l'entrée en scène de la classe ouvrière chinoise.

Le mouvement national du Sud, dirigé par le parti national révolutionnaire Gomindan, a revêtu, depuis ces faits, un caractère particulièrement dangereux pour les impérialistes étrangers, en premier lieu pour les Anglais. Le parti Gomindan cherche, par l'adoption de son nouveau programme d'action élaboré au début de cette année, un rapprochement avec les masses laborieuses.

La reconnaissance de l'Union Soviétique par le gouvernement central de Pékin, sous la pression de l'opinion chinoise, vint encore renforcer le courant anti-impérialiste.

En mai dernier, deux Congrès se tenaient presque en même temps à Canton : le Congrès des organisations militaires de défense des commerçants et le Congrès des ouvriers et artisans. Il semble que ces deux Congrès ont donné le signal de lutte qui met actuellement face à face, les armes à la main, les commerçants contre-révolutionnaires soutenus par les Anglais, et le Parti Populaire révolutionnaire Gomindan, appuyé des ouvriers, des paysans et des intellectuels pauvres.

Les impérialistes anglais, désireux d'enrayer le mouvement d'indépendance du peuple chinois, avaient intérêt à brusquer les événements. Les velléités d'indépendance des paysans de la Chine du Sud, dont la lutte contre le banditisme, résultat de la politique impérialiste en Chine, pourrait en fin de compte se tourner contre la réaction intérieure et l'impérialisme étranger, les inquiètent aussi.

Le rôle de Gomindan dans le mouvement d'indépendance nationale, comme son attitude vis-à-vis des masses ouvrières et paysannes, nous oblige à certaines réserves : ce parti n'avait pas encore, dans un passé qui n'est pas très éloigné de nous, inscrit dans son programme la défense des intérêts des travailleurs ; récemment encore, il ne considérait pas les organisations ouvrières et paysannes comme son appui principal. La lutte de classe l'a amené à modifier ses bases sociales. Des leaders du Gomindan, Sun-Yat-Sen, Lao-Tchoun-Kai, le gouverneur du Kouantong, le vieux révolutionnaire Van-Tin-Vei qui, un an avant la Révolution de 1911, attentait à la vie de l'empereur, ont formé une gauche sympathique aux masses laborieuses. Mais cette gauche même est encore loin de comprendre l'importance d'un parti ouvrier pour le mouvement de l'indépendance nationale.

D'ailleurs, l'action de Sun-Yat-Sen et de son parti contre les impérialistes est un facteur révolutionnaire en Chine, il ne s'ensuit pas que le Gomindan persévérera jusqu'au bout. Dans les circonstances actuelles, il est indispensable que la classe ouvrière accorde son appui à ce parti. Mais les communistes chinois doivent simultanément exiger du Gomindan une solidarité effective avec les organisations ouvrières et les paysans pauvres.

Dans le Nord

Le parti du Chili et Tchchang-So-Lin

Les provinces du Centre et du Nord sont le théâtre de luttes entre gouverneurs militaires qui se disputent le pouvoir. Cette lutte remonte, par son origine, à la guerre civile de 1913 qui aboutit à la dissolution de l'« ancien » Parlement chinois.

Le conflit actuel a été provoqué par la compétition des gouverneurs du Kiangsou du Tchekiang pour la possession de Chaighai, le plus important port commercial de la Chine, situé dans la province de Kiangsou. La lutte entre ces deux généraux n'est qu'un épisode du vaste conflit qui met en présence les deux grandes coteries militaires de la Chine : le parti Tchili, dirigé par Tsao-Koun et Ou-Pei-Fou, et les partis Fintien et Anchoui, dirigés par Tchchang-Tso-Lin (Montsourie) Douan-Tchi-Tchoui. Les impérialistes, en donnant leur appui à l'un ou l'autre de ces partis, cherchent à affaiblir et à diviser la Chine.

Les puissances impérialistes encouragent les généraux chinois, leur fournissent des armes et des munitions, leur accordent des subsides. Elles se réservent en même temps « le droit de protéger la vie et la propriété des étrangers menacés par la guerre intestine... » La déclaration de la guerre entre les provinces de Kiangsou et de Tchekiang leur fournit l'occasion d'exiger l'établissement d'une zone neutre de 30 milles entre Changhaï et Nankin, ce qui veut dire pratiquement l'extension des concessions territoriales. Le Parti Tchili (Ou-Pei-Fou et Tsao Kun) est soutenu par le capital anglo-américain dont les menées tendent à écarter l'influence japonaise dans la Chine du Centre et du Nord.

Tchan-Tso-Lin, satrape de la Mandchourie, avait naguère l'appui du Japon. Etre appuyé veut aussi dire subir la tutelle. L'affaiblissement du Japon par le cataclysme de 1923 permet à présent à Tchan-Tso-Lin de s'émanciper quelque peu. Son but est de prendre le pouvoir à Pékin. Le vieil homme d'Etat réactionnaire chinois Douan-Tchi-Tchoui le soutient ; Sun-Yat-Sen a conclu ou négocié avec lui une alliance contre le parti Tchili.

Cette « guerre des Toukiouns » (généraux) n'avancera pas le mouvement d'émancipation des travailleurs, bien au contraire. Elle est un facteur d'éparpillement de forces populaires. Pendant la guerre intestine, le pouvoir illimité des partis militaires et de la soldatesque chinoise ne pèsera que plus lourdement sur le peuple.

Les paysans et les ouvriers paieront les frais de la guerre. Enfin, celle-ci risque d'affaiblir le mouvement anti-impérialiste qui avait pris un grand essor au cours des dernières années.

La victoire du parti Tchili serait le plus grand malheur pour la classe ouvrière, car elle signifierait le triomphe du capital anglo-américain, l'ouverture d'une ère de réaction et de représailles contre la classe ouvrière.

Au cas où Tchan-Tso-Lin et Douan-Tchi-Tchoui emporteraient, les impérialistes s'efforceraient, probablement non sans succès, de soumettre à leur influence les nouveaux maîtres de la Chine. Néanmoins, le regroupement des forces en Chine, qui serait la conséquence de la victoire de Tchchang-Tso-Lin sur le parti Tchili, créerait pour longtemps une situation incertaine pour les impérialistes et affaiblirait leur pression sur le pays. Le mouvement d'indépendance nationale, dirigé par le Gomindan, pourrait en profiter ; c'est ce qui explique l'appui donné par Sun-Yat-Sen à Tchchang-Tso-Lin.

Le Parti Communiste chinois doit, pendant ces événements, continuer sa besogne d'organisation de la classe ouvrière, convier les ouvriers et les paysans à combattre le capital anglo-américain et ses mercenaires, faire la lumière sur la politique réactionnaire de Tchchang-Tso-Lin, exiger du Gomindan une attitude loyale envers les travailleurs et une action anti-impérialiste persévérante.

G. WOTTINSKY.

A nos lecteurs, à nos abonnés

L'administration du *Bulletin* se voit dans l'obligation, en raison de la hausse persistante du prix du papier et des tarifs d'imprimerie, à augmenter le prix du numéro et le prix des abonnements.

Elle espère que tous les camarades comprendront cette mesure. Chaque jour, dans *l'Humanité*, le Parti demande à ses adhérents de faire l'effort financier nécessaire à l'assainissement de la situation ; il est juste que les lecteurs et les abonnés, que nous espérons toujours plus nombreux, contribuent pour une part à combler le déficit de notre organe doctrinaire.

Le tarif des abonnements sera porté à :

3 mois	10 fr.
6 mois	20 fr.
1 an	40 fr.

A dater du 1^{er} novembre, l'exemplaire sera vendu 0 fr. 75.

A partir du 1^{er} novembre seront également supprimés les tarifs spéciaux pour Sections et Fédérations.

L'administration du B. C.

EN ARABIE

Les échecs de la politique anglaise en Arabie. — L'offensive wahabite et les victoires d'Ibn Séoud.

Après l'abolition du califat par le gouvernement national d'Angora, l'Angleterre a cru simple d'offrir aux musulmans un chef de croyants de sa fabrication, l'émir Hussein, roi du Hedjaz, dont les fils Adoullah et Faisal règnent l'un sur la Transjordanie placée sous le mandat anglais, l'autre sur l'Irak « protégé » par les Anglais. Le nouveau calife, créature de l'occupant, est devenu l'objet de la haine et de la risée du monde musulman.

Enfin les dépêches des agences annonçaient ces jours derniers la prise de la Mecque par les Wahabites. La possession des lieux saints a toujours été, dans le monde musulman, un atout précieux. Aussi la nouvelle serait-elle importante si elle était confirmée. Il est certain que les lieux saints sont au moins menacés et que dans tous les petits Etats arabes créés par l'Angleterre (Irak, Hedjaz, Yemen, Transjordanie, Nedjed) l'influence britannique subit échec sur échec. On assiste à un réveil politique du monde arabe. Les événements de cette année, trop peu remarqués, le révèlent. Le Temps du 30 septembre (les échecs du Foreign Office en Orient sont enregistrés à Paris avec satisfaction), leur consacrait un article où il dit :

« Indépendamment de son caractère politique et moral, cette affaire wahabite présente un grand intérêt stratégique. Depuis un siècle le monde arabe n'a pas vu un déploiement de forces aussi considérable s'étendant sur une superficie aussi étendue. On a parlé de l'attaque contre la Transjordanie et le Hedjaz mais on a vu se produire une action non moins violente contre la Mésopotamie. Installé dans son quartier général de Riadh au cœur même de la presqu'île arabique, le sultan du Nedjed, Abdel Aziz Ibn Séoud, commande dans l'espace d'un mois trois expéditions, dont l'une couvre une ligne de 1.400 kilomètres, pour attaquer

Amman, capitale de la Transjordanie ; l'autre 800 kilomètres pour s'emparer du Taif, le centre militaire du Hedjaz ; et la troisième 850 kilomètres, pour refouler les tribus des Muntéfiks, qui ressortissent au royaume de l'Irak. »

**

Depuis le début de cette année le Nedjed, petit Etat de l'Arabie centrale auquel sa situation au milieu d'un pays désert et pauvre assure quelque indépendance réelle, s'est soustrait à la tutelle britannique. Ibn Séoud aurait reçu « des musulmans des Indes l'encouragement, presque la mission de déposer Hussein qui s'est proclamé calife sans consulter le monde musulman. » Ibn Séoud prend figure de chef d'un mouvement national, s'étant fait approuver le 4 juin par un « congrès général » tenu à Riadh.

L'offensive militaire des wahabites contre les Etats protégés de l'Angleterre a obtenu de gros succès dans le Hedjaz : prise de Taif et peut-être des lieux saints. L'attaque contre Amman — c'est-à-dire contre la capitale de la Transjordanie britannique — déclanchée le 14 août n'a été repoussée que par les avions et les autos blindées anglais. 20.000 arabes y avaient pris part.

Des combats ont également eu lieu au delà de l'Euphrate, en Mésopotamie.

Nous retiendrons de ces événements encore confus les faits suivants :

- 1) Parallèlement avec le mouvement politique antianglais qui grandit dans tous les pays arabes occupés par la Grande-Bretagne, un mouvement militairement puissant a surgi.
- 2) Il agit en connexion avec les musulmans des Indes.
- 3) Il remporte des victoires militaires.
- 4) Il menace — directement sur l'Euphrate et indirectement partout où il ébranle l'autorité des Anglais — les établissements des anglais dans le bassin pétrolifère du Golfe Persique et de l'Irak.

R. A.

L'OPINION DES MILITANTS

Pour la discipline

En même temps qu'elles donnaient la conclusion aux débats qui avaient précédé, les résolutions adoptées par le 5^e Congrès mondial sont venues tracer à tous les partis de l'Internationale les urgentes tâches à accomplir.

Notre parti en particulier s'est trouvé chargé d'une besogne vraiment vaste pour ses forces. Nous voyons à la fois la transformation sur la base des cellules et l'incorporation effective du groupe parlementaire aux rouages du parti, marcher de pair avec une campagne de recrutement pour la presse et les adhésions, les diverses campagnes politiques nécessitées par les événements qui se précipitent et aussi celles qui découlent de l'étude de la situation générale par le Congrès

international. Notre parti s'est montré, dans son fond, guéri des erreurs dites de gauche et peu enclin aux déviations de droite. Les ouvriers du parti comprennent aujourd'hui leur devoir, ils sont décidés à l'action. Jamais comme présentement nous n'avons pu prendre des décisions pratiques comme celles qui ont été prises, jamais non plus nous n'avons vu, ce qui est autrement important, passer à l'application. Malgré cela, malgré la netteté du chemin tracé et la bonne volonté du parti, nous sommes loin d'avoir surmonté les difficultés.

Le plan de travail immédiat du Comité Directeur, conçu dans le même esprit et le même sens des réalisations que les thèses sur les travaux

et décisions du 5^e Congrès mondial et aussi que la thèse du Comité Directeur adoptée au Conseil National du 25 mai, précise dans ses détails toute l'activité du parti dans ses campagnes politiques, sa réorganisation intérieure et son action de pénétration au sein des masses. Cette correspondance instantanée dans les faits de ce qui est admis en théorie, change, aux yeux de tout militant, la physionomie et la capacité de notre parti. C'est plus que les qualités de l'organisme qui changent, ce sont les matériaux mêmes de l'organisme qui deviennent nouveaux.

Dans ces multiples tâches que nous commençons, l'on sent déjà comme les communistes agissent en membres vifs de leur parti. Chaque épreuve nouvelle, dans la vie de tous les jours du parti, vient renforcer la cohésion, l'entente, la science de la manœuvre, la certitude que les communistes sont le cœur et le cerveau du prolétariat.

Nous ne sommes pas éloignés du jour où, dans nos rangs, par la compréhension chez chacun de nous, la raison supérieure du parti aura l'autorité soudaine, incontestée, sur laquelle doit reposer la principale puissance d'un parti. Les travailleurs qui méditent un tant soit peu sur l'oppression patronale et capitaliste que nous subissons ont vite fait de comprendre l'utilité de l'ordre dans tous les actes, et surtout lorsqu'il s'agit de lutter contre la bourgeoisie.

Si les ouvriers du parti saisissent à merveille toutes les nuances des actions préconisées par le programme et s'ils n'hésitent pas à adopter les moyens qui permettent d'aboutir, il est cependant des camarades que l'on serait tenté de croire étrangers à tout cela.

Ceux qui ont participé par eux-mêmes aux redressements intérieurs du Parti depuis plusieurs années, qui ne s'étaient pas pétrifiés dans la satisfaction de l'organisation ancienne, de même que certains camarades qui, de l'extérieur, suivaient attentivement notre mouvement, ont été tout naturellement disposés à approuver la cen-

tralisation et la discipline de notre organisation. Ils ont compris que chez nous — quand une fois un Congrès a pris une décision — il n'y a qu'à l'appliquer et non pas à reculer.

Il ne semble pas que certains camarades aient compris les choses ainsi. Evidemment, on peut être indulgent pour qui, de bonne foi, est dur à comprendre. Mais que dire de qui, après avoir été écrasé par la presque unanimité d'un Congrès mondial et dont les points de vue se sont révélés manifestement erronés, persiste à rabâcher, autant par vanité personnelle que par conviction, ces mêmes erreurs ; qui, dans sa cellule, à une question nette, déclare s'incliner, ne pas vouloir remémorer le passé, puis qui, par ailleurs, ne s'emploie guère qu'à dire : « Je disais... je savais » et à susciter des légendes ? Il ne fait pas de doute que maintenant notre Parti brisera net quiconque voudra, par des sophismes ou des caprices, entraver sa marche. C'est quand elle est prise par le flot que la paille voit comme elle est légère.

Il y a place dans notre Parti pour toute conviction personnelle qui ne remet pas en question les thèses et décisions. Mais les travailleurs du Parti n'admettent pas, n'admettront plus, la confusion sous quelque masque qu'elle se présente.

Ce ne sont pas les humbles, ceux qui agissent, vont partout, se dévouent, prennent des initiatives dans l'intérêt du Parti, qu'on entend jeter sans cesse : « C'est moi... j'ai fait... », ce ne sont pas ceux-là qui craignent la poigne, rechignent et critiquent.

La dernière assemblée des secrétaires fédéraux, ainsi que celle de la Seine, ont clairement signifié à quoi notre Parti, sain et honnête, est résolu. Il entend avant tout faire honneur aux engagements qu'il a pris devant tous les Partis de l'Internationale. Il n'aura pas trop de tous les efforts de chacun pour tenir sa parole.

Gaston FAUSSECAVE.

Lions notre réorganisation à notre travail politique

Depuis plus d'un an, dans quelques rares fédérations, depuis le 5^e Congrès mondial pour l'ensemble de notre Parti, le travail de réorganisation sur la base des cellules d'entreprises est commencé. Il ne faut pas dissimuler que, pour la grande majorité de nos fédérations, il a fallu que l'Internationale fixe un délai limite à la section française pour qu'un peu partout on commence le travail. Nos militants, sachant qu'au 1^{er} janvier 1925 l'existence des sections locales sera terminée, sont obligés de travailler à l'organisation des cellules s'ils ne veulent pas qu'avec la liquidation des sections se fasse la liquidation du Parti. Il a fallu cette menace pour que certains prennent la réorganisation au sérieux.

Enfin, partout on s'est mis au travail, et au 1^{er} janvier de l'année prochaine, nous aurons, sinon un Parti organisé sur la base de véritables cellules communistes accomplissant parfaitement leurs tâches, du moins une organisation susceptible de se transformer en cela.

Il est une condition essentielle, si nous voulons que notre réorganisation produise ce résultat : c'est de ne point l'accomplir d'une manière formelle et mécanique, mais en liaison intime avec tout le travail politique de notre Parti.

De cela dépend toute la valeur, tout le sens de l'organisation nouvelle : faite ainsi, elle constitue un grand progrès ; réalisée autrement, il faut le dire, elle ne serait qu'un pas en arrière.

Une forme quelconque d'organisation n'est pas bonne ou mauvaise en soi ; elle ne vaut que d'après son adaptation plus ou moins grande aux tâches que l'on attend d'elle et l'utilisation que l'on en fait.

La section est un type d'organisation parfait pour un parti social-démocrate, d'une part parce qu'elle correspond exactement aux nécessités des préoccupations électorales de ces partis, d'autre part parce que ceux-ci savent l'utiliser pleinement pour ce but. Basée sur des circonscriptions électorales, la section joue, à l'extérieur, le rôle de comité électoral permanent, chargé d'entretenir « la clientèle » ; dans son fonctionnement intérieur, elle n'est qu'un petit club parlementaire où l'on discute en vase clos.

La cellule d'usine est la base rationnelle et logique de l'organisation d'un Parti communiste.

Beaucoup de nos camarades font une distinction aussi subtile que fautive entre ce qu'ils appellent les tâches organisatoires et les tâches politiques du Parti. Pourtant, l'appareil de notre Parti n'a

pour but que de lui permettre d'accomplir ses tâches politiques, et si nous rompons avec la vieille organisation en sections des partis social-démocrates, c'est bien pour des raisons politiques. Nul ne saurait contester que la réorganisation de notre Parti doit être étroitement liée à toutes nos autres tâches politiques.

Voilà l'idée directrice qui doit guider nos fédérations dans leur transformation organique.

La conférence des secrétaires fédéraux a concrétisé en une résolution sommaire les tâches dont l'Internationale Communiste attendait la réalisation par le parti français. C'est en liaison intime avec l'accomplissement de ces tâches que nous devons réorganiser notre Parti sur la base des cellules d'usine.

Quelques exemples précis.

La conférence a rappelé la nécessité, pour notre Parti, d'accroître son recrutement. 100.000 membres au Parti, tel est le mot d'ordre. Il est clair que cet afflux d'adhérents est nécessaire pour notre réorganisation ; avec leurs effectifs actuels, dispersés dans une série de moyennes et petites usines, nos fédérations ne pourraient pas faire véritablement de la cellule une base puissante. D'autre part, des milliers de membres recrutés au hasard ne serviraient pas beaucoup notre Parti. C'est 100.000 membres dans les grandes et moyennes usines qu'il nous faut, pour avoir une influence décisive sur le prolétariat. Ainsi, la réorganisation et le recrutement sont étroitement liés : le recrutement est nécessaire pour notre transfor-

mation organique sur la base des cellules et en même temps ce sont nos cellules ou nos embryons de cellules qui feront une bonne partie de ce travail de recrutement.

Une autre tâche urgente du parti français est la reconstitution de l'unité syndicale. Il est tout à fait clair que nos cellules, travaillant la masse des ouvriers au sein même de l'usine, ont ici une tâche importante et urgente à accomplir.

La lutte contre le plan Dawes, dont les effets vont se faire rapidement sentir à l'usine, incombe en premier lieu à nos cellules. La propagande contre l'intervention des impérialismes en Chine également.

Il n'est point jusqu'aux tâches d'ordre intérieur que la conférence des secrétaires fédéraux a fixées pour notre Parti, qui n'intéressent notre réorganisation. Comment liquider rapidement les restes d'électoratisme et de réformisme qui subsistent encore dans certaines fédérations, comment lutter pratiquement contre la droite révisionniste et la soi-disant extrême gauche, sinon en transformant au plus tôt la base organique du Parti, en donnant à nos cellules une vie intense, en exigeant de chaque membre une activité personnelle, en l'associant à la vie de notre Parti et à sa lutte contre la bourgeoisie ?

Quand nos camarades auront compris tout cela, notre réorganisation ne sera pas quelque chose de vide, de mécanique, de formel ; elle sera une réalité vivante.

A. CARLIER.

Défendons le Marxisme

Notre camarade Boukharine, dans son rapport au V^e Congrès Mondial, a combattu les déviations marxistes apparues dans les partis social-démocrates et aussi dans les partis communistes, même dans le parti russe.

Il n'y a pas de plus grave danger pour les communistes que de laisser rouiller ou « démoder » cet instrument incomparable forgé par Karl Marx et mis au service pratiquement et victorieusement de la Révolution par Lénine. Tout le matérialisme historique, toute l'essence du Marxisme sont contenus dans le préambule d'Engels au Manifeste communiste.

« La production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement forment, à chaque époque historique, la base de l'histoire politique et intellectuelle, à cette époque ; depuis la dissolution de la primitive propriété commune du sol, toute l'histoire a été une histoire de luttes de classes, de lutte entre les classes exploitées et exploitantes, entre les classes dominées et les classes dominantes. Cette lutte a atteint une étape où la classe exploitée et opprimée, le prolétariat ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime sans libérer en même temps et pour toujours, toute la société de l'exploitation, de l'oppression et de la lutte de classes. »

Telle est la pensée maîtresse de Karl Marx ; tel est l'Évangile du militant communiste ; cette arme marxiste nous permet de combattre chaque jour les forces capitalistes et nous permettra de détruire le capitalisme en bâtissant sur ses ruines la société communiste.

Le voie du Marxisme est le seul chemin capable de mener le prolétariat à son émancipation. Les forces de production commandent toute la vie

sociale ; les conditions de vie font l'homme. « Dis-moi comment tu vis, je te dirai comment tu penses. » Changez la manière de vivre, transformez le mode de production, vous modifiez ainsi les rapports sociaux, par suite les conditions d'existence de l'homme, sa manière d'être et de penser. L'idéalisme, qui, pour les marxistes n'est que le matérialisme traduit par le cerveau de l'homme, est aux yeux de ses fidèles croyants, les idéalistes, une construction de la pensée pure.

Les idéalistes croient à la souveraineté des idées ; les marxistes à la souveraineté des faits.

Au commencement était le verbe, disent les premiers ; au commencement était l'action, disent les seconds. La pensée est éternelle et la conscience immuable, prétendent les idéalistes ; en vertu de cette immutabilité de la conscience sans doute, nous voyons, chaque jour, dans le monde politique, les consciences politiciennes tourner, comme des girouettes, à tous les vents. Rien, en effet, n'est plus variable que la conscience de l'homme. Le matérialisme historique considère le monde comme un procès, c'est-à-dire comme étant dans un changement, une transformation, un développement constant. Tout être vit et meurt. Tout change et se transforme. Regardez les arbres fruitiers, ne portent-ils pas des fleurs ? Que de métamorphoses subissent papillons et grenouilles avant d'atteindre leur épanouissement ?

La vie est une évolution permanente, un devenir perpétuel ; l'homme ne peut se soustraire à cette loi universelle ; comme tout être vivant, il est soumis au processus général de la Nature.

Les idées meuvent le monde, prononcent gravement les idéalistes.

Mais, pourquoi donc ces idées qu'ils promènent

toujours et partout avec eux, avec lesquelles ils palabrent et déclament, pourquoi ne les rencon- trons-nous jamais, jamais, nulle part, d'une ma- nière réelle ? Ils brandissent les idées au-dessus des foules comme des divinités menaçantes : ils arborent leurs « vérités éternelles » comme des drapeaux et des symboles.

Ils les emportent même au-dessus des champs de bataille comme on l'a vu pour le Droit, la Li- berté, la Justice, là où précisément la plus épou- vantable des réalités, le massacre d'hommes in- flige un démenti sanglant à ces prophètes, les convainc d'erreurs et de mensonges et prouve aux idéalistes les plus têtus que leurs pauvres et mai- gres éternelles vérités ne sont rien, rien que des mots forgés par leur fantaisie et leur imagination fantasque.

Si leurs idées existaient, ils leur donneraient un corps, une vie, ils nous les rendraient concrètes, palpables, sensibles.

S'il est vrai que les idées ont cette souveraineté, si elles ont la puissance de mouvoir le monde, ces idéalistes sont bien coupables et criminels de laisser subsister les injustices et tous les maux sociaux, puisque avec le levier de leurs idées, ils peuvent transformer le monde. Pensez-vous que les hommes d'Etats pratiquent une politique d'idées ?

Allons donc, toute la vie politique des Etats n'est que le dehors d'un processus social, plus essentiel — du processus de l'évolution économi- que, de la lutte de classes.

L'occupation de la Ruhr ? Un acte idéaliste ou la volonté du Comité des Forges de mettre la main sur les gisements miniers les plus riches d'Europe « comme l'évacuation de la Ruhr sera le fait des industriels anglais qui craignent qu'en s'emparant du charbon de la Ruhr les Français n'accaparent le marché mondial au détriment de leur clientèle ».

Le plan des experts ? Tous les députés de la Chambre, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, ont reconnu le triomphe des banquiers, c'est-à- dire de la production, de l'échange, des affaires, des intérêts capitalistes.

Et la vie aujourd'hui, sous le règne du capita- lisme, c'est pour des millions et des millions de prolétaires, la servitude.

La réalité, c'est qu'une classe privilégiée, pos- sédant les richesses et les moyens de production, gouverne et asservit une énorme majorité de la population dépourvue de tout, sauf de misères et de souffrances. Parler d'Ideal, de Droit, de Jus- tice, de Liberté, d'Egalité, de Fraternité, de Pen- sée pure, de Beauté, de Paix et Pacifisme, de dé- mocratie et autres déguisements spéculatifs et se- taire sur le mode de production, c'est tromper et endormir la conscience des masses laborieuses qui végètent et souffrent dans l'enfer capitaliste.

Evoquer les immortels principes, les droits su- prêmes, distiller toute cette phraséologie pom- peuse et garder le silence sur la propriété indivi- duelle des moyens de production, c'est consolider le régime d'exploitation de l'homme par l'homme, l'asservissement de millions de salariés, obligés sous peine de mourir de faim, de vendre la force de leurs bras pour un salaire de famine et de pro- duire une plus-value de travail impayé pour per- mettre à la bourgeoisie de vivre sans rien faire.

Tant qu'une poignée de parasites capitalistes possédera les instruments de production, elle sera à sa dévotion tous les gouvernements, rois, mi- nistres conservateurs, démocrates ou socialistes, l'Ecole, la Justice, l'Eglise, la Démocratie, la So- cial-Démocratie et assurera avec sa police et son

armée la garde de ses privilèges contre la masse des spoliés.

Mais lorsque les classes gouvernées se soule- veront et se révolteront, elles briseront avec les chaînes sociales, leurs chaînes politiques et intel- lectuelles, quand le prolétariat aura chassé du pouvoir la bourgeoisie, écrasé et mis hors d'état de nuire les éléments et par suite l'Etat, expres- sion de la société divisée en classes, disparai- tront. Seulement alors commencera une nouvelle époque historique de l'humanité et les nouvelles conditions de vie créées, rendront possible l'or- ganisation de la liberté et l'égalité.

Mais nous vivons aujourd'hui dans l'atroce réa- lité de la lutte de classes quotidienne. Ceux qui ne voient pas le caractère actuel de la bataille sociale, tous ceux qui ne voient pas que la seule idée, vivante, c'est dans le monde entier une lutte à mort contre le capitalisme, contre la domination de la bourgeoisie, tous ceux qui nous prêchent la fraternité, l'arbitrage, la collaboration des voleurs et des volés, la conciliation des antagonismes so- ciaux, tous ceux-là sont des utopistes, des char- latans, des « bourreurs de crâne ». Nous devons combattre impitoyablement tous ces fous dan- gereux qui font le jeu de l'ennemi parce qu'ils espè- rent faire tomber de nos mains, les armes indis- pensables pour conquérir la victoire, l'émancipa- tion de la dernière classe opprimée, la libération de l'humanité tout entière.

Tous les rhéteurs, tous les prédicateurs qui es- pèrent ralentir notre course en nous prêchant la résignation, la patience, la progression lente ne servent qu'à masquer aux yeux de tous les combattants de la cause révolutionnaire, l'épou- vantable servitude de toute une classe. Tant que l'élan révolutionnaire du prolétariat n'aura pas pris d'assaut la Bastille du capitalisme et dé- truit sa puissance, des millions et des millions de forçats du travail seront condamnés à subir l'ex- ploitation forcée des gardes-chiourmes du ca- pital et seront versés à l'éternel esclavage et à la mort dans l'ancre bouillonnante où s'évaporent toutes les nuées idéologiques, tous les parfums idéalistes.

C'est pourquoi nous ne devons cesser de répé- ter sans nous lasser et de répandre nos mots d'ordre, des représentations d'idées pratiquement réalisables :

« Groupement et organisation du prolétariat, unité syndicale, front unique de toutes les forces ouvrières, noyautage de l'armée, dictature du pro- létariat contre dictature de la bourgeoisie, bloc ouvrier et paysan contre le bloc du capital, des- truction du capitalisme ».

L'Internationale a lancé le mot d'ordre de créa- tion de cellules d'usine, parce que la cellule grou- pant et organisant les travailleurs aux lieux de production, au centre de la vie économique, c'est-à-dire au cœur même de la nation représente à cette heure l'arme marxiste capable de donner à notre Parti le maximum de préparation révolu- tionnaire pour les combats de demain.

La cellule, produit du développement formida- ble de l'industrie moderne, agissant au centre de la puissance du capital, réalisera la prédiction de Karl Marx, elle deviendra le fossoyeur du capi- talisme.

Sous ce signe de marxisme léniniste, nous vain- crons !
MICHEL MARTY.

Le Gérant : R. BELLANGER.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur